BASTIA : LE FRIC ASSASSIN

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 245 - 8 mai 1992 - prix : 8 F

LOS ANGELES

DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE EN CRISE

LA GUERRE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES

GAMMA

GAMMA

M6189 - 1245 - 8,00 F

Los Angeles

LA GUERRE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES

La colère des pauvres a explosé à Los Angeles le 29 avril. Elle s'est étendue instantanément à une vingtaine d'autres villes. Et pendant trois jours a plané le spectre de l'embrasement des ghettos noirs comme à la fin des années 60.

Ils ont été des dizaines de milliers, jeunes ou vieux, Noirs, Latino-américains ou Blancs, mais pauvres avant tout, à vouloir se venger. Tout y est passé, tout ce qui pouvait apparaître, à tort ou à raison, comme un symbole de ce qu'ils haïssent : les locaux et véhicules de la police; des magasins minables des ghettos comme ceux, d'un luxe inaccessible et insupportable, sur Sunset Boulevard; des taudis qui suent la pauvreté comme des immeubles d'affaire cossus qui, eux, suent le fric; et aussi des Blancs, qui passaient par là, parce que d'autres Blancs avaient insulté le ghetto.

C''est qu'une fois de plus la justice américaine a craché insolemment son mépris pour les Noirs, et du même coup pour tous ceux, tous les pauvres de Watts, qui partagent leur sort. Un jury blanc a donné raison à des flics lyncheurs, blancs eux aussi, contre le Noir qu'ils avaient matraqué comme des millions de téléspectateurs ont pu le voir ; des matraqueurs racistes que, pour une fois, rien n'aurait dû pouvoir protéger du châtiment, s'en sont tirés, une fois de plus, avec les honneurs.

Aucun politicien n'a même osé donner sa caution à cet acquittement. Cela n'a pourtant pas empêché le président blanc, Bush, comme le maire noir de Los Angeles, Bradley, de traiter les émeutiers de Watts de "truands" et de "criminels", et de leur envoyer des milliers de policiers, de gardes nationaux et de marines. On a vu réapparaître des blindés dans une ville américaine, pas pour la parade cette fois, mais pour tirer dans le tas, le cas échéant, comme à Watts en 1965.

Maintenant, ce sont plus de 11 000 accusés qui vont sans doute passer devant les tribunaux des riches, pour leur participation à l'émeute, mais surtout pour leur en faire passer le goût. C'est ainsi que les puissants lavent les insultes qu'ils font subir aux pauvres. Mais c'est aussi ainsi qu'ils préparent d'autres explosions.

Et alors que l'incendie semble éteint, les politiciens américains se mettent à parler de la misère morale et matérielle des ghettos, du chômage, du manque de crédits, de l'absence d'aides sociales, comme s'ils n'avaient jamais cessé d'en parler !

Comme on est en pleine campagne électorale, Bush accuse les réformes sociales mises en place par ses adversaires Démocrates dans les années 70, d'avoir enfoncé les pauvres dans la pauvreté. Certes ce ne sont pas des aumônes qui pouvaient tirer les ghettos de la misère. Mais Bush oublie de dire que, grâce à lui et ses collègues, ces réformes n'existent de toute façon plus que sur le papier, parce que cela fait longtemps qu'ils ont coupé les crédits pour les financer.

Les Démocrates, eux, qui ne se sont décidés à se préoccuper des ghettos qu'après des années d'émeutes, ont évidemment beau jeu de faire porter le chapeau aux Républicains parce que cela fait des années qu'ils sont au pouvoir.

La seule chose vraie dans ce qu'ils disent tous, c'est que le mal est connu et de longue date : c'est cette misère endémique, ce chancre qui ronge les centres villes depuis des décennies et en fait des îlots du Tiers Monde en plein coeur du pays le plus riche du monde. Oh certes, un Tiers Monde digne de la grande puissance industrielle que sont les USA, plein de voitures, de chaînes hifi et autres magnétoscopes, mais à titre de débris, de détritus laissés comme pour rendre la misère plus supportable. Mais un vrai Tiers Monde quand même, où, dans un ghetto comme Harlem, l'espérance de vie ne va pas au-delà de 43 ans et où, surtout, on n'a guère plus d'espoir ou d'avenir que dans les bidonvilles sud-américains.

Ce chancre qui ronge les USA, c'est une maladie à laquelle le capitalisme ne peut rien, même dans le pays le plus riche du monde. Car cette inégalité sociale, cette inégalité de classe est le fondement même de ce système qui ne permet à certains de devenir riches qu'en fabriquant des pauvres en nombre bien plus grand. Et qu'est-ce que cela sera dans deux, cinq ou dix ans, quand plus d'usines encore auront disparu, quand de 18% de chômeurs comme aujourd'hui on passera à 20 ou 30 ? Et que deviendra le racisme ambiant quand les ghettos auront atteint ce degré de pauvreté et d'isolement du monde extérieur ? Verra-t-on alors les tanks tirer dans les rues, et Watts se transformer en Beyrouth ou en Soweto ?

Si comme on nous le répète aujourd'hui le capitalisme est le seul avenir possible pour la société humaine, alors Watts nous montre quel visage a cet avenir pour les pauvres de ses ghettos industriels.

(Voir en pages 8 et 9 nos articles sur les événements de Los Angeles)

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Foot et Fric

LE STADE DE L'HORREUR ENCORE UNE FOIS ATTEINT

Partis pour faire la fête et pour se fondre dans la marée des supporters hurlants de Bastia ou de l'OM, ils se sont retrouvés projetés dans le vide, puis, 15 ou 20 mètres plus bas, coincés dans un enchevêtrement de ferrailles tordues et brisées. Sur les 9 800 places supplémentaires qui faisaient plus que doubler la capacité du stade Furiani à Bastia, plus d'un millier se sont ainsi effondrées, avant même que le match eut commencé, après des heures d'attente et de trépignement de pieds d'un public chauffé à blanc. Toute la soirée du 5 mai et une partie de la nuit, les ambulances ont ensuite fait la navette, arrachant les victimes en se frayant tant bien que mal un chemin dans l'encombrement de voitures, tandis qu'une autre partie était évacuée par des hélicoptères. Le lendemain, on annonçait dix morts et plus de sept cents blessés.

Si c'était l'amour du football qui avait suffi à rassembler cette foule dans ces conditions aussi dangereuses, on pourrait dire que ce sport, une fois de plus, a tué. Encore faudrait-il que tout ce public accouru en toute confiance, ait été conscient qu'il s'était rassemblé là à ses risques et périls. Malgré toutes les déclarations qui ont immédiatement fusé pour assurer que "toutes les mesures de sécurité avaient pourtant été prises", il est apparu très vite que les gradins supplémentaires avaient été montés en trois jours et reposaient sur des briques, qu'une équipe de techniciens avait été envoyée resserrer les boulons dans l'après-midi, et que, bien que les haut-parleurs aient demandé à plusieurs reprises au public de cesser de taper des pieds, ça n'était évidemment pas suffisant pour empêcher l'accident. La machine avait été mise en marche à grand renfort de publicité, elle avait tout fait pour rendre la foule hurlante et trépidante. Car tel est le scénario de ces rencontres où des dizaines de milliers de spectateurs regardent vingt-deux sportifs courir après un ballon.

Ces rencontres ne seraient pas ce qu'elles sont, si elles se faisaient rien que par amour du ballon rond. Mais c'est l'amour du fric qui anime avant tout les affairistes qui dirigent les grands clubs de football, et qui sont les principaux bénéficiaires de ces rassemblements dits "sportifs". Ils voient là un bon moyen, non seulement d'arrondir leurs profits, mais aussi, grâce à la comptabilité occulte de ces clubs, de cacher d'autres mouvements de fonds. Plus il y a de monde rassemblé sur les stades, et plus les poches de ceux-ci se remplissent. Et qu'importe alors les risques que l'on fait courir à ceux qui s'y laissent prendre. Le sport n'est pas au-dessus du fric, comme tout dans cette société. Et là aussi, le capital a besoin de sa ration de victimes.

Louis GUILBERT

Maastricht

LES VRAIS-FAUX DEBATS DE L'ASSEMBLEE

GAMMA

Avec le débat sur les réformes constitutionnelles liées au traité de Maastricht, les députés auront du grain à moudre dans la période à venir. Ils auront au moins la sensation de servir à quelque chose...

De quoi s'agit-il ? Pour entrer en application, le traité signé à Maastricht par les chefs d'Etat des pays de l'actuelle Communauté Economique Européenne (CEE) doit être ratifié. Mais voilà le hic : le peu qu'il y a dans ce traité où il n'y a pas grand-chose, comme la mise en marche d'un processus vers la création d'une monnaie commune européenne, ou encore le droit de vote dans certaines élections locales pour des ressortissants d'un autre pays européen, est en contradiction avec la Constitution. Pour pouvoir ratifier le traité, il faut donc modifier la Constitution. Cela peut se faire, à certaines conditions, par le Parlement ; sinon, par référendum.

Des grandes formations politiques, seuls le Front National et le PC militent pour le refus de signer le traité de Maastricht. Mais le premier n'a qu'un député, et le second pas beaucoup. Même secondés par des francs-tireurs genre Séguin, du RPR, ils auront seulement pris date dans les premières phases des escarmouches parlementaires, en essayant de se montrer plus nationalistes que les autres.

Tout le reste de la faune parlementaire étant pour la ratification de Maastricht, les choses ne devraient pas traîner. Mais ce n'est tout de même pas parce qu'ils n'ont rien à dire de différent les uns des autres, qu'ils vont se taire. Au contraire, pourrait-on dire, les yeux fixés qu'ils sont tous, qui sur les prochaines échéances législatives, qui sur les échéances présidentielles, qui simplement sur les échéances de la maintenance au jour le jour.

Il est évidemment plus facile pour Mitterrand de poser au maître-d'œuvre de la construction européenne - ce que les uns et les autres entendent par ce terme pompeux est encore autre chose - qu'à celui de la lutte contre le chômage ou les inégalités sociales. En outre, en prenant des initiatives sur ce terrain, il s'offre le plaisir de souligner les mésententes au sein de l'opposition.

Les mésententes entre le RPR et l'UDF sur l'Europe ne sont certes pas insurmontables... puisqu'ils les ont surmontées pour annoncer qu'ils ratifieront Maastricht, comme d'ailleurs la réforme constitutionnelle qu'il exige. Mais chacun de ces deux partis de droite s'est fait de longue date une spécialité de décliner différemment auprès de leurs électorats respectifs, les mots creux de "construction européenne" et de "souveraineté nationale".

Le réputé "pro-européen" Giscard n'a eu donc aucun problème par rapport à son électorat pour être parmi les premiers dans l'opposition à apparaître comme partisan de Maastricht. Le vent semblant porteur, c'était une façon de poser au leader de l'ensemble de la droite. Plus gêné du côté de son électorat, habitué à entendre surtout brandir le mot souveraineté nationale, Chirac ne pouvait cependant s'opposer à Maastricht, sous peine de passer pour le diviseur des forces de la droite classique, lui qui ambitionne, tout comme Giscard, de la représenter tout entière, condition nécessaire sinon suffisante pour avoir des chances présidentielles. Chacun fignole donc sa façon de voter la réforme constitutionnelle, les uns en soignant leurs effets de manche, les autres en s'ingéniant à trouver des amendements qui les différencient.

Leur "construction européenne", dans tout cela ? Etriquée par son extension géographique, étriquée par son contenu, elle avance cahin-caha, rythmée non pas par les palabres parlementaires, mais par des négociations de marchands de tapis, tantôt poussée par les intérêts bourgeois car aucune économie, même sur la base capitaliste, ne pourrait aujourd'hui survivre dans le cadre ridiculement étroit des pays européens, tantôt tirée en arrière par ces mêmes intérêts bourgeois, car chaque bourgeoisie a besoin de son Etat, de ses subsides, de sa protection.

Et la véritable unification de l'Europe ? Tout ce qu'on peut en dire c'est que ce serait un progrès, si elle signifiait la suppression de toutes les frontières à l'échelle de tout le continent et pas seulement d'un de ses bouts, la suppression de toutes les barrières devant les hommes comme devant les produits, l'unification économique. Mais cela demandera bien plus qu'une réforme de la Constitution et un tout autre souffle que n'en ont les bourgeoisies et leurs pantins au Parlement.

G. K.

ARC

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky portera sur le thème :

BILLANCOURT, UN FREIN SUR LES LUTTES SOCIALES DURANT CINQUANTE ANS

Vendredi 22 mai à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

LE PCF ET LE CHIFFON ROUGE DE MAASTRICHT

"Maastricht, voilà l'ennemi" : tel est depuis plusieurs semaines l'essentiel de la politique proposée par la direction du Parti Communiste Français à ses militants et, par leur intermédiaire, à la classe ouvrière. Les militants sont lancés dans une campagne de pétition pour demander un référendum pour ou contre la ratification du traité. L'*Humanité* y consacre des pages et des pages. Ses éditorialistes jouent les virtuoses de la plume pour caser Maastricht partout, même dans l'éditorial consacré au coup de colère des Noirs de Los Angeles.

Et voilà que le groupe communiste s'est associé, dans la nuit du 5 au 6 mai, au vote de "l'exception d'irrecevabilité" défendu par Philippe Séguin. La direction du PC qui explique hypocritement depuis trois ans que si elle n'a jamais voté les motions de censure lorsqu'elles étaient susceptibles de renverser le gouvernement, c'est parce qu'elle refuse de mélanger ses votes avec ceux de la droite, a mêlé, cette fois ses voix avec celles des députés RPR et UDF opposés à Maastricht, et en même temps, avec celles, du Front National.

Les travailleurs n'ont, à coup sûr, rien à attendre de Maastricht, malgré les pitreries de Mitterrand le 1er mai, qui a le culot de parler d'"Europe sociale", alors que cette Europe occidentale dont il parle, une des régions les plus riches pourtant du monde, compte 15 millions de chômeurs et une classe ouvrière dont le niveau de vie se dégrade partout. Les institutions européennes laborieusement mises en place ne sont nullement destinées à servir les intérêts des classes exploitées, mais ceux des capitalistes.

Mais c'est vrai tout autant des institutions françaises

Et la direction du PCF ment tout autant par ce qu'elle dit, lorsqu'elle dénonce comme un danger pour les travailleurs, pêle-mêle, la *"perte de souveraineté nationale"*, la monnaie européenne unique ou l'assouplissement des conditions de circulation et d'installation des personnes, que par ce qu'elle ne dit pas. Dans le numéro de *L'Humanité Dimanche* du 30 avril, qui prétend *"révéler le véritable contenu"* du traité de Maastricht, l'hebdomadaire résume par exemple en quelques titres chocs, suivis d'explications, ses principaux reproches à ce traité :

"Des institutions échappant à tout contrôle". Comme si la politique des institutions dirigeantes en France n'était pas sous le contrôle exclusif du grand capital et de ses représentants !

"Le pouvoir monétaire confisqué". Mais qui détient donc, en France, le "pouvoir monétaire" et au profit de qui s'exerce-t-il ? *"Le budget de la France sous diktat"*. Comme s'il n'était pas déjà sous le diktat des possédants, auxquels le budget réserve ses largesses, pendant qu'on rogne sur les dépenses sociales, sur le service public. *"Une liberté totale pour les capitaux"*. Comme si les capitaux avaient attendu Maastricht pour être libres, non seulement de s'investir et, par les temps qui courent, se désinvestir librement, se porter vers les marchés financiers internationaux au détriment de la production ; libres surtout d'exploiter sous une multitude de formes les travailleurs au profit des parasites bourgeois.

Et il faut du culot pour affirmer que c'est Maastricht qui menace *"les acquis des travailleurs français"* comme le chante sur tous les tons *L'Humanité*, alors que ce sont les gouvernements successifs bien français, y compris ceux où participaient des ministres communistes, qui ont bloqué les salaires, réduit les remboursements de la Sécurité sociale, et entériné la transgression de la législation sociale par la généralisation du travail précaire.

La direction du Parti Communiste estime plus payant d'agiter devant les travailleurs le chiffon rouge de Maastricht, quitte à trouver des charmes à des Marie-France Garaud, à des Séguin, à de vénérables momies gaullistes des plus réactionnaires, pour peu qu'ils se dressent contre Maastricht au nom de la "souveraineté nationale". Elle consacre l'énergie de ses militants à déborder le Parti Socialiste et les partis de la droite traditionnelle sur le terrain du chauvinisme.

L'avenir dira si cette politique est "payante" sur le plan électoral. Il y a peu de chances : pour ce qui est de la démagogie nationaliste, le Front National apparaîtra plus crédible.

Mais c'est de toute façon une politique néfaste du point de vue des intérêts des travailleurs. Ceux des militants, qui ne prennent pas l'étiquette communiste de leur parti pour une plaisanterie, feraient infiniment mieux de consacrer leurs efforts à montrer aux travailleurs que ce n'est pas l'Europe, mais le capitalisme qui fait qu'ils sont exploités, mal payés ; ce n'est pas l'Europe, mais le capitalisme qui est responsable du chômage et, plus généralement, de cette folie du fonctionnement économique, qui rejette des millions de femmes et d'hommes de la production, alors qu'il y a tant de besoins que leur travail pourrait satisfaire. Les militants du PC qui se sentent communistes feraient infiniment mieux de dépenser leur énergie à aider les travailleurs à retrouver leur confiance, leur combativité, à les préparer aux luttes futures pour défendre leurs salaires, leurs conditions d'existence, non pas contre le traité de Maastricht, un chiffon de papier auxquels ses propres auteurs n'accordent pas plus d'importance qu'il n'en a, mais contre le patronat, contre la classe des possédants.

Mais moins la direction du PCF a à dire sur ce terrain aux travailleurs, à commencer par ses propres militants, plus elle est bruyante sur Maastricht.

Georges KALDY

FRANCE- USA *Pas de comparaison ?*

Mitterrand, à l'annonce de l'émeute de Los Angeles, a donné son point de vue : *"Il n'y a pas de comparaison possible entre ce qui se passe chez nous et ce qui se passe ailleurs"*. Même s'il admet qu'il *"existe des injustices"* dans les banlieues françaises, où *"il peut toujours naître des incidents"*.

Evidemment il n'y a pas eu jusqu'à présent, en France, de révolte dans les banlieues de l'ampleur de celle de Los Angeles provoquant une soixantaine de morts. Mais n'y a-t-il pas de comparaison, vraiment ?

En ce qui concerne les brutalités policières, la France détient un tragique palmarès. Si les termes de "passage à tabac" depuis fort longtemps, et de "bavure" depuis quelques années, sont passés dans le langage courant, ce n'est pas pour rien.

On ne compte plus les affaires où des immigrés, principalement, ont été brutalisés voire tués par des policiers sans que les coupables soient vraiment inquiétés. Car la justice couvre systématiquement les bavures policières (elle couvre même les bavures de Touvier, qui datent d'un demi-siècle !). Il n'y a que les affaires de corruption, de vols, etc., qui donnent lieu à des sanctions relativement sévères dans la police.

Combien de fois n'a-t-on pas vu, dans tel tribunal ou dans telle banlieue, des immigrés protester ou manifester contre des décisions de justice qu'ils estimaient scandaleuses ?

A Vaulx-en-Velin, il y a quelques mois, une émeute avait éclaté parce qu'un policier avait provoqué la mort d'un jeune motard en le coinçant avec sa voiture. Le policier, remarquons-le, a été disculpé par la justice. Mais malgré les Bernard Tapie qui se penchent sur les banlieues, ou un Mitterrand qui serine : *"La France est le pays où le niveau de protection sociale est le plus élevé dans le monde"*, il peut parfaitement y avoir d'autres "Val-Fourré" ou d'autres "Vaulx-en-Velin".

Les sans-abri sont légion, en France comme aux USA, les chômeurs également. Tout comme les USA, la France est une société profondément inégalitaire,"à deux vitesses" et même davantage. Le "socialiste" Mitterrand a qualifié Bush, ainsi que la société américaine, de "conservateurs". Mais la société est la même, ici et là-bas.

Alors, pas de comparaison ? L'avenir le dira...

André VICTOR

Chevènement, Rocard, Lalonde, et les autres...

GRENOUILLAGES POUR UN FAUTEUIL

Tout le problème, c'est d'être en piste pour le départ !

■ Chevènement a annoncé son intention de créer *"dans un an une organisation nouvelle, capable de rassembler toute la gauche"* qui devrait, a-t-il ajouté, *"transcender à la fois le Parti Socialiste et le Parti Communiste"*. Rien que ça !

A dire vrai, l'information ne constitue pas une surprise. Car cela fait un bon moment que l'ex-ministre de la Défense nationale mijote son projet, en collaboration avec quelques personnalités du PS ou qui lui sont proches, comme Gisèle Halimi, et avec des minoritaires du PCF, comme Fiterman, Anicet Le Pors. Cette nouvelle organisation *"ne pourra pas faire l'impasse sur les échéances électorales"*, a-t-il précisé, *"il faudra donc qu'elle ait des candidats, y compris à l'élection présidentielle"*. En fait, cette transcendance du PS et du PCF semble bien avoir pour fonction de "transcender" Chevènement lui-même, afin de le mettre en situation de prendre le départ dans la course à l'Elysée. Cela le démange tellement qu'il n'a même pas pris le temps de prévenir Fiterman. C'est du moins ce que dit ce dernier, qui proteste qu'on veuille le confiner dans le rôle de cinquième roue du carrosse, mais qui frétille d'aise à l'idée d'être quand même du voyage.

L'attitude de Chevènement n'est pas originale du côté de la gauche gouvernementale. On voit Rocard, intronisé candidat "virtuel" par Fabius et Mitterrand, agir de la même façon. Lui aussi peaufine son regroupement, dans lequel il peut espérer embarquer un autre dirigeant du PCF, Herzog, ainsi que quelques personnalités du monde des affaires et quelques politiciens de droite, dits d'ouverture.

C'est que les échéances électorales se rapprochent, et en particulier l'élection présidentielle, programmée pour 1995. C'est une course de fond. Trois années, c'est finalement court pour une telle épreuve. Il n'est pas trop tôt pour se mettre sur les rangs. D'autant qu'il n'y aura qu'un seul candidat officiel du PS. D'autant surtout que, comme les récentes élections régionales et cantonales l'ont montré, l'appartenance au PS n'est pas forcément prometteuse d'un bon résultat. Du coup, chacun des postulants cherche son créneau, et en même temps essaye de s'attacher des rabatteurs de voix. Hors du PS éventuellement.

Il en va de même pour des hommes comme Brice Lalonde, qui a profité lui aussi du week-end du 1er mai pour annoncer qu'il postulait au rôle de candidat à la candidature pour les écologistes, ceci après avoir, en se payant de culot, réalisé son opération de "regroupement" en ralliant autour de son panache vert des politiciens de différentes couleurs, qui ont trouvé là l'occasion de se repeindre à neuf pour relancer éventuellement une carrière nouvelle.

Dans cette excitation qui a, bien entendu, son pendant à droite, chacun de ces personnages prétend vouloir faire don de ses talents et de sa personne au peuple. Ils sont vraiment trop bons. Mais il y a trop-plein. Pitié, n'en jetez plus !

Jean-Pierre VIAL

UN MINISTRE DE LA VILLE... ... ET SES VILENIES

■ Bernard Tapie ne fait pas dans la délicatesse. Il en a fait la démonstration une nouvelle fois au sein du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, lors de la discussion du nouveau règlement intérieur de cette assemblée. L'ancien texte prévoyait un minimum de douze élus pour qu'un parti puisse avoir le droit de constituer un groupe, mais le président du Conseil régional, l'UDF J-C Gaudin, proposait que ce seuil soit ramené à six, ce qui aurait permis aux dix représentants du PCF et aux six écologistes de créer chacun le leur.

Tapie et son groupe Energie sud, qui comprend en plus de lui deux autres ministres, ont voté contre cette proposition, joignant leurs voix à celles du Front National. Les diatribes de la campagne électorale contre ceux qui s'acoquinaient avec les amis de Le Pen, oubliées ! Oubliés aussi les engagements du président de l'OM qui déclarait, sept semaines plus tôt, être partisan d'abaisser la barre à six ! De toute façon le nouveau ministre de la Ville avait prévenu. Furieux de l'attitude du PCF à son égard, il avait déclaré : *"Maintenant le PC est un ennemi politique et il va beaucoup souffrir."* Tapie a donc tiré lui-même le penalty, bousculant quelque peu les règles qu'il avait lui-même fixées. Mais les promesses d'un Tapie ne valent pas un penny.

Les dockers en ont eu, eux aussi, une récente démonstration. A la veille des élections régionales, le 19 mars, Tapie avait adressé au secrétaire de la CGT de Marseille une lettre dans laquelle il assurait que, si le texte du gouvernement concernant la réforme du statut des dockers n'était pas réétudié, il ne voterait pas la loi. C'était là le brouillard qui entoure des discours de campagne. Maintenant que le temps s'est levé... pour Tapie et qu'il siège au Conseil des ministres, il voit la situation tout autrement : *"Lorsque j'avais fait cette promesse aux dockers, on était en situation de rupture de négociation. Le nouveau ministre de la Mer a rétabli le dialogue. Je suis totalement solidaire du nouveau gouvernement"* a-t-il déclaré. autrement dit : maintenant que vous m'avez servi de marchepied pour accéder au gouvernement, moi Tapie, je m'en tape de vos préoccupations !

Mais pourquoi reprocherait-on à Tapie ce que font tous les politiciens ? D'autant que la duplicité, à ce niveau-là, c'est plus que de la franchise.

J.P.V.

1er mai au soleil levant

Au Japon, le 1er mai, qui n'est pas un jour chômé, a été marqué par d'importantes manifestations : plus de quatre millions de travailleurs sont descendus dans la rue. Ils réclamaient en particulier une forte diminution de la durée du travail.

Ici, on nous dit qu'il faut suivre le modèle japonais. Mais les Japonais ont plutôt l'air de rêver du modèle français. Du moins de celui de la légende. Parce que dans la réalité, le travail à la japonaise, on va y venir si on ne réagit pas... comme le font les travailleurs japonais justement.

Algérie

PROCÈS POUR L'EXEMPLE

Treize condamnations à la peine capitale, dont une par défaut, une réclusion à perpétuité, cinq peines de vingt ans d'emprisonnement et seize acquittements : tel est le verdict prononcé par le Tribunal militaire de Ouargla, en Algérie, chargé de juger les islamistes impliqués dans l'attaque d'une caserne à Guemmar, au sud-est du pays.

C'est en effet le 29 novembre dernier, un mois avant la tenue des élections législatives, que le poste frontalier de Guemmar avait été attaqué par un commando d'une quarantaine d'islamistes qui s'étaient enfuis avec des armes. D'après la presse algérienne, trois militaires mutilés puis égorgés avaient trouvé la mort. Et l'opération de représailles avait donné lieu, de la part des militaires, à une véritable chasse à l'homme dans la palmeraie voisine. Cette affaire avait largement contribué à alourdir un climat politique marqué par un affrontement, tantôt larvé tantôt ouvert, entre le pouvoir et les islamistes.

Aujourd'hui, quatre mois après le coup de force des militaires qui ont annulé les élections dans le but d'enrayer la montée au pouvoir du FIS, cette série de sentences sévères sont significatives d'une volonté de l'actuel gouvernement algérien de faire un exemple visant à dissuader les militants du FIS et les dirigeants islamistes d'organiser, comme ils le font, de façon jusqu'à présent très sporadique, des actions terroristes contre des policiers ou des militaires.

Un exemple d'autant plus menaçant d'ailleurs que d'autres procès concernant des événements plus récents sont en cours, notamment celui des islamistes impliqués dans l'attaque de l'Amirauté.

Ce jugement s'inscrit aussi, bien sûr, dans une politique de fermeté vis-à-vis du FIS. En effet le pouvoir militaire, après avoir cherché à démanteler le FIS au lendemain du coup d'Etat, tente d'empêcher sa reconstitution à terme. C'est ainsi qu'il a choisi de dissoudre les municipalités FIS, prononcé l'interdiction du FIS, tandis que dans ses récentes déclarations l'actuel chef du gouvernement, Boudiaf, affirme sa volonté de réviser la constitution en y incluant un principe juridique excluant la possibilité de reconnaissance d'un parti islamiste. Jusqu'à présent, les dirigeants du mouvement islamiste n'ont pas réussi à opposer aux militaires une politique de rechange. Les récentes rumeurs annonçant de nouvelles mobilisations du FIS pour le 5 mai, ne se sont pas concrétisées ce jour-là. Mais rien ne permet de dire que ce calme relatif est durable et, chaque vendredi - jour de prière!- notamment, représente une sorte d'échéance aux yeux du pouvoir.

Car de toute façon aucun des problèmes politiques et sociaux qui sont à l'origine de la crise que traverse la société algérienne, depuis des mois et mêmes des années, n'est en voie d'être résolu. Les militaires n'ont aucune solution à apporter à la misère croissante que le pouvoir impose aux masses populaires. Et la prétendue lutte contre la corruption n'est qu'un simulacre destiné à donner le change.

L'absence de démocratie, que les militaires justifient aujourd'hui par le choix de combattre le FIS et les visées ouvertement réactionnaires des islamistes, n'est qu'une variante de la politique dictatoriale que le pouvoir algérien mène depuis toujours et qui vise à éliminer par la force toute opposition. Misère et dictature, c'est ce que Boudiaf et ses alliés, tout comme ses rivaux d'ailleurs, réservent aux classes pauvres. La même misère et la même politique dictatoriale qui ont servi de terreau au développement du FIS et qui peuvent faire que demain des démagogues réactionnaires, islamistes ou non, prennent le devant de la scène politique en repoussant à l'arrière plan les militaires d'aujourd'hui, ou en s'accordant avec eux.

Henriette MAUTHEY

Turquie

LE 1er MAI

Les manifestations du 1er mai sont interdites en Turquie, depuis la provocation policière de 1977 qui avait fait plusieurs dizaines de morts parmi les travailleurs manifestant à Istanbul. Cette année, le gouvernement Demirel avait déclaré qu'on pourrait fêter le 1er mai sans problème...

Il y a eu en effet, à Istanbul, un rassemblement autorisé qui a réuni environ cinq mille personnes dont un millier de travailleurs et le reste de militants. D'autre part, les confédérations syndicales, qui respectent une trêve avec le gouvernement Demirel, n'ont pas déçu celui-ci et le patronat. Tous les trois, Türk Is, Hak Is et même la DISK - autrefois classée d'extrême-gauche et récemment réautorisée - ont "fêté" le 1er mai entre quelques centaines de bureaucrates et représentants du gouvernement, dont le vice-Premier ministre social-démocrate, Inönü, dans un beau salon d'Ankara.

Mais sur le terrain - si l'on peut dire - dans les entreprises et dans la rue, l'ambiance n'était pas la même. D'autant plus que ce 1er mai intervenait dans un climat de tension entretenu par les attentats et les opérations de répression au Kurdistan, mais aussi dans les grandes villes turques.

Une semaine auparavant déjà, toute la police était mobilisée pour effectuer arrestations préventives et perquisitions. Plus de mille personnes ont été arrêtées rien qu'à Istanbul, sans parler des perquisitions.

Le 1er mai, les grandes villes turques étaient en Etat de siège de fait : toutes les forces de répression étaient mobilisées, des fouilles et "vérifications" étaient systématiques. A Istanbul plus de 17 000 policiers et forces d'intervention, dont certains avec des chiens, ont quadrillé tout le centre ville et les grands axes ainsi que la place de Taksim.

Mais le fait le plus marquant était que, malgré la répression et les intimidations (les préfets ont envoyé une circulaire destinée aux secteurs public et privé, précisant bien que le 1er mai n'est pas jour férié, et de plus le syndicat patronal a bien précisé qu'une journée de salaire serait retirée à tout travailleur absent ce jour), plus de cent mille travailleurs auraient fait grève le 1er mai, rien que dans la région d'Istanbul.

Les mesures de sécurité et d'intimidation étaient particulièrement fortes dans les entreprises ayant des traditions de lutte : certaines usines à Istanbul étaient carrément investies par la police, dans certaines il y avait même des blindés. Dans une grande usine de métallurgie la direction aurait distribué des armes à feu à ses gardiens !

Le 1er mai même, à Istanbul, plus de 300 personnes ont été arrêtées, qui voulaient manifester malgré l'interdiction. Elles ont été frappées sauvagement, ainsi que des journalistes qui prenaient des photos. Décidément, entre le 1er mai "autorisé" par le gouvernement et celui des travailleurs, l'écart était grand...

J. S.

Des centaines d'arrestations, après de violents affrontements lors du 1er mai 1990.

A la deuxième semaine de grève dans les services publics

AFP

LES EMPLOYEURS CONTRAINTS DE COMPOSER

A l'appel du principal syndicat des services publics, l'ÖTV (branche "Services publics et Transports" de la grande confédération DGB), l'Allemagne est entrée dans sa deuxième semaine de grève. Le lundi 4 mai, la paralysie d'une grande partie des trains de banlieue ou grandes lignes, des bus ou trams, des aéroports de presque toutes les grandes villes a engendré au total des centaines de kilomètres de bouchons, plus encore que le lundi précédent. Dans les postes, en panne aussi, des millions de lettres restent en souffrance. Hôpitaux et cliniques, jardins d'enfants et écoles, services communaux et production d'énergie ont eux aussi, ici et là, limité leurs services ou fermé leurs portes. Et la paralysie des services de ramassage et traitement des ordures ménagères donne à l'Allemagne en grève un parfum exotique.

Vers une reprise des négociations ?

Quand des centaines de milliers de salariés des services publics arrêtent de travailler, même si un contrôle sévère de la bureaucratie syndicale veut que ce ne soit pas en même temps que ceux des autres branches, que ce ne soit pas forcément tous le même jour dans la même branche et qu'ils y soient appelés de façon graduelle et croissante mais toujours mesurée, cela se voit et se sent. La grève inquiète et dérange la bourgeoisie allemande qui n'en avait pas vu de pareille depuis 18 ans. Et les représentants du monde patronal, en l'occurrence ceux de l'Etat fédéral, des Etats régionaux et des communes ont fait savoir qu'ils étaient prêts à une réouverture des négociations où ils mettraient davantage sur la table.

Les membres de la bureaucratie syndicale allemande ont la réputation d'être étroitement liés au Parti Social-Démocrate. Dans ces négociations salariales du secteur public pourtant, ils ont en face d'eux le ministre fédéral de l'Intérieur, membre de la CDU, le parti du chancelier Kohl, mais aussi deux personnalités du SPD, Heide Simonis, au titre de représentante patronale des Etats régionaux, et Richard Klein, au titre de représentant patronal des communes. Les politiciens sociaux-démocrates sont aussi intransigeants dans ces négociations que leurs collègues de la CDU ou du FDP, les libéraux, membres de la coalition gouvernementale. Le Chancelier Kohl a d'ailleurs pris rendez-vous avec le leader social-démocrate, Björn Engholm, où ils discuteront en bonne compagnie.

Des palabres devraient donc reprendre le 6 mai à Stuttgart, entre représentants patronaux et syndicaux. Le camp patronal pourrait cette fois accepter de céder les quelque 5,4% d'augmentation qu'une "commission de conciliation" avait déjà fixés. Ou peut-être un peu plus. De son côté, le camp syndical pourrait accepter une augmentation de 5,4% en volume, mais à condition qu'elle soit "modulée" de telle sorte qu'elle favorise les plus bas salaires. Si les plus mal payés pouvaient obtenir 6% ou un peu plus, ce serait autant que l'appareil syndical pourrait mettre à son actif.

Un argument dans la négociation pour les bureaucrates syndicaux...

A l'occasion du 1er mai, et sur fond de grèves (en cours dans les services publics, en gestation dans la métallurgie et l'imprimerie entre autres), les ténors syndicaux - en particulier Monika Wulf-Mathies pour l'ÖTV, Franz Steinkühler pour l'IG-Metall et Heinz-Werner Meyer pour la Confédération DGB - ont tenu des discours musclés contre les patrons. La première a menacé d'un "embrasement général", le dernier d'un "mois de mai chaud".

Les dirigeants syndicaux fanfaronnent le jour de la fête du Travail, l'œillet rouge à la boutonnière. Dans la période actuelle, où le mécontentement existe dans la classe ouvrière, ils ont fait le choix de préserver leurs intérêts d'appareil y compris par la grève. Ils réaffirment ainsi leur puissance face aux patrons. Et par rapport aux travailleurs, c'est l'occasion pour eux de se requinquer : la seule menace de grève a valu aux syndicats de branche l'afflux récent de dizaines de milliers de nouveaux adhérents qui ne veulent pas courir le risque de ne pas bénéficier de l'aide des caisses de grèves. Mais les bureaucrates syndicaux sont attentifs à ce que les grèves qu'ils déclenchent, orchestrent, contrôlent ne sortent pas de ce cadre. Elles restent pour eux un simple atout quand la procédure traditionnelle de négociation contractuelle devient plus conflictuelle. D'où leur savante tactique dite "mini-max", soit un "minimum" de grèves pour limiter les frais occasionnés aux caisses du syndicat, mais un "maximum" de pression sur les patrons.

"Les bonzes" aimeraient probablement en finir au plus tôt et honorablement avec le conflit de telle sorte que le compromis conclu dans les services publics puisse servir de "modèle" dans d'autres branches et de telle sorte surtout que des conflits y soient évités, ou du moins qu'ils aient lieu après ceux des services publics. Que les grèves se suivent, mais ne s'ajoutent pas.

... Mais l'expression d'un mécontentement réel des travailleurs

Les bureaucrates syndicaux sont vigilants et ont quelques raisons de l'être. Le mécontentement existe et il est largement partagé. Il ne demande qu'à s'exprimer, ou même il s'exprime sans qu'on lui demande, comme chez ces travailleurs des transports en commun de Berlin-Est que l'ÖTV n'appelait pas à la grève, mais qui, pour ne pas être en reste sur leurs camarades de l'Ouest et pour ne pas rééditer l'expérience ridicule du lundi 27 avril où entre le secteur gréviste de l'Ouest et le secteur non-gréviste de l'Est, un mur avait de fait à nouveau été dressé, se sont mis en grève de façon un tantinet "sauvage" le lundi 4 mai !

Significative du climat a été aussi cette "affaire" des ministres et députés qui gagnent 5 ou 10 fois plus que les travailleurs auxquels ils prônent des sacrifices mais qui, contrairement à ce que leur demandait démagogiquement Kohl, ont refusé de renoncer publiquement à leur propre augmentation de salaires. Les travailleurs ont exprimé à cette occasion leur hargne contre les politiciens pleins aux as, mais aussi contre tous les riches, tous les actionnaires ou autres PDG des trusts Bayer et BASF, Volkswagen et Daimler-Benz, Thyssen ou Siemens, sans parler des Deutsche Bank ou Allianz, dont il est patent que les profits n'ont cessé d'augmenter. Et le dernier dont on parle est le nouveau promu à la tête de Volkswagen, dont la fortune personnelle est estimée à 5 milliards de DM.

Cette grève dérange les milieux bourgeois allemands et européens à la vue de ces travailleurs qui ne se laissent pas impressionner par l'énorme machine de propagande patronale qui voudrait les faire passer pour une caste d'égoïstes qui défendrait des privilèges en piétinant les autres et tout particulièrement les chômeurs de l'Est. Il y aurait ceux de l'Ouest contre ceux de l'Est ? Ce que les premiers préserveraient se ferait au détriment des seconds ? Certainement pas, répondent les grévistes. Il y a "ceux d'en bas" et "ceux d'en haut" et ce n'est pas la même chose.

Michelle VERDIER

Los Angeles

Il y a 25 ans, le mouvement noir à

ARC

Les émeutes de Los Angeles et des autres villes américaines où elles se sont rapidement étendues ne sont pas sans rappeler les véritables insurrections urbaines qui ont eu lieu dans des centaines de villes américaines dans les années 60.

Et il est assez significatif que les Noirs des ghettos en soient finalement au même point 25 ans après.

A l'époque, les insurrections urbaines de la fin des années 60 marquèrent le point culminant du mouvement noir d'après la guerre, qui aboutit à la reconnaissance des droits civiques des Noirs et à la fin de la ségrégation juridique.

Dès 1941, la mobilisation des Noirs pour obtenir l'égalité des droits avait amené le président Roosevelt à créer une "commission de l'égalité pour l'emploi". En 1943, les émeutes à Harlem répondirent aux exactions de la police et des bandes de Blancs racistes. Le million de soldats noirs incorporés pendant la guerre, qui résistèrent parfois avec succès, aux discriminations dans l'armée et qui, de retour au pays après les combats, formèrent des noyaux de résistance, en particulier contre les attaques du Ku Klux Klan, contribuèrent à redonner après la guerre un essor au mouvement pour l'égalité des droits.

Ce mouvement concernait surtout les Etats du sud, où la ségrégation était inscrite dans la loi, et il visait à obtenir l'aide de l'Etat fédéral pour imposer aux Etats du sud une législation non ségrégationniste. Souvent dirigé par des prêtres, le mouvement se voulait non-violent. Avec ses marches pour la liberté, ses boycotts et ses premiers succès, le mouvement se renforça et obligea la Cour Suprême à interdire la ségrégation dans les écoles en 1954. En 1955, 1956, le mouvement de boycott des bus à Montgomery, en Alabama, tint bon malgré la violence exercée par les autorités, la police, les tribunaux, les racistes blancs et les bandes du Ku Klux Klan. Il mobilisa toute la communauté noire et sa victoire déclencha un véritable mouvement de masse dans tout le sud des USA. Marches de la liberté, boycott de bus, sit-in, démonstrations de toute sorte furent marqués par la non-violence des manifestants... mais la violence des forces de l'ordre.

C'est ce qui fit que les dirigeants du mouvement noir ne purent bientôt plus contenir ce dernier dans les limites de la résistance passive. L'auto-défense prit de plus en plus la place de la non-violence. Y compris dans les villes du nord où les Noirs, encouragés par les succès de leurs frères du sud, s'organisèrent pour se faire respecter de la police. C'est l'époque où les Musulmans noirs organisèrent les ghettos noirs de Detroit ou de New York.

En 1963, la lutte à Birmingham dans l'Alabama, qui dura elle aussi des mois, prit l'aspect de manifestations de rue affrontant la police au point de paralyser toute l'activité économique de la ville et se termina par la destitution du dirigeant de la ville, ancien chef de la police, particulièrement raciste et particulièrement haï, Bull Connor.

La grande marche sur Washington de quelque 250 000 personnes, qui suivit la lutte de Birmingham, fut en quelque sorte la dernière grande manifestation non-violente : les Noirs avaient pris conscience que le gouvernement fédéral n'était pas de leur côté, qu'il ne légiférait que sous la pression du rapport de force et que, même dans le nord où la ségrégation n'existait pas juridiquement, les Noirs étaient en butte à une ségrégation de fait et aux exactions de la police ; on pouvait se faire lyncher dans le nord par la police aussi bien que dans le sud par les bandes du Klan.

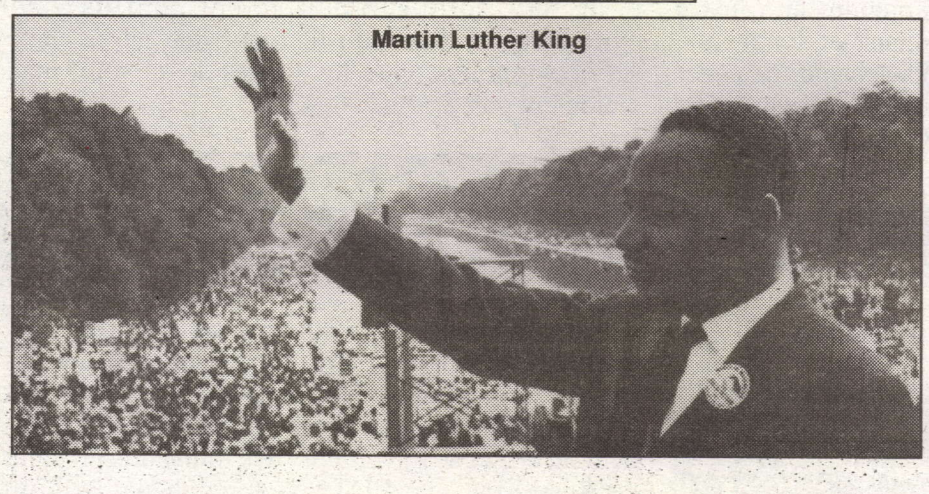
Et lorsqu'en 1964 la loi sur les droits civiques fut finalement votée, une très importante fraction de la population noire était déjà convaincue qu'il ne suffisait pas du vote d'une loi de plus pour que les Noirs obtiennent l'égalité réelle et se fassent respecter. L'exaspération était à son comble, les Noirs ne voulaient plus attendre et des émeutes éclatèrent en réponse aux violences des Blancs. 1964 marqua le début des émeutes urbaines qui se développèrent dans les quartiers noirs des grandes villes jusqu'en 1968.

En août 1965, Watts, le quartier noir de Los Angeles, connut une semaine d'émeutes qui fit 34 morts et près de 900 blessés. Cette année-là cinq autres villes furent touchées par des émeutes de grande ampleur. En 1966 on ne compta pas moins de 21 grandes émeutes, touchant en particulier Chicago et Cleveland. En 1967, il y en eut deux fois plus, en particulier à Cincinnati, Buffalo, Atlanta, Newark et Detroit, émeutes qui firent tache d'huile ; près de 150 villes furent touchées par des émeutes de moindre importance. En 1968, après l'assassinat de Martin Luther King, ce furent des centaines de villes qui se soulevèrent en même temps.

C'est alors que le gouvernement fédéral accéléra la mise en place de la déségrégation juridique et accorda des concessions économiques. A Detroit, après les émeutes de 1967, les grandes entreprises de l'automobile ouvrirent

AFP

Angela Davis recherchée par le FBI

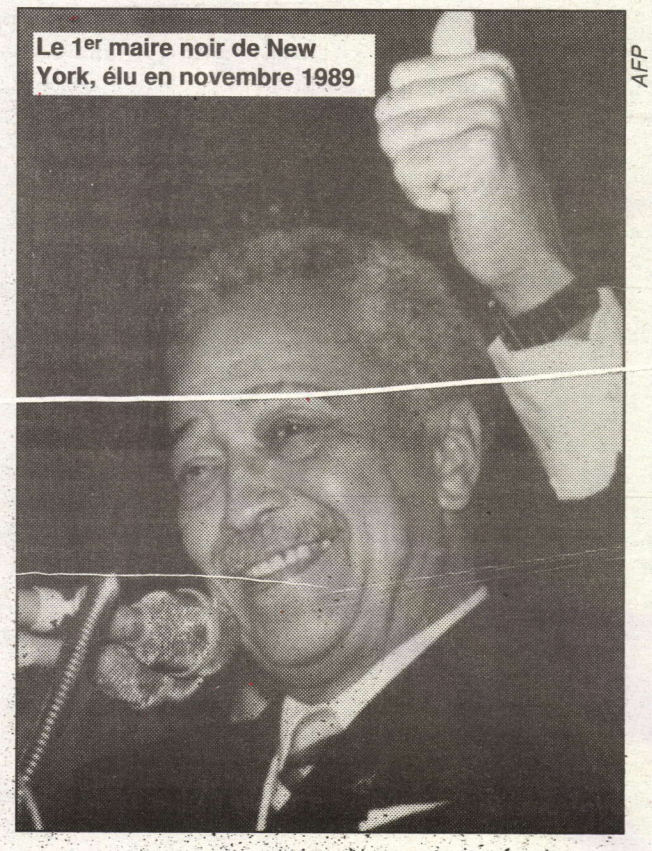


AFI

Des années soixante à nos jours

DERRIÈRE LA MON

NOUVEL ESTABLISHMENT NOIR, LA MISÈR



AFP

C'est par la force de leur lutte que le mouvement des droits civiques et les émeutiers de la fin des années 60 imposèrent l'égalité raciale au regard de la loi. Et de ce succès, lourd de menace pour son avenir, la bourgeoisie américaine tira les leçons, à la façon des riches, en entreprenant de s'acheter la paix sociale à coup de millions de dollars.

Dans ce but, dans les années 70, de multiples programmes furent mis en place. Les portes de l'enseignement supérieur s'ouvrirent aux étudiants noirs, à qui furent offertes des bourses spéciales. De même s'ouvrirent à eux des carrières dans les administrations d'Etat et les professions libérales. Des fonds furent mis à la disposition des municipalités pour encourager la formation de petites entreprises noires. Et on mit en place toute une administration destinée à la lutte contre la discrimination raciale, qui fournit au passage des salaires confortables à toute une bureaucratie noire, souvent issue des rangs mêmes du mouvement pour les droits civiques.

Bref tout fut mis en oeuvre pour favoriser le développement d'une couche privilégiée dans la population noire, assez privilégiée en tout cas pour se sentir solidaire des intérêts de la grande bourgeoisie blanche et de son Etat face à la population noire pauvre.

Bien sûr, les JR noirs restent l'exception rarissime, sans même parler de Rockefeller noir. Mais c'est ainsi tout un establishment noir qui s'est développé, au sein des administrations d'Etat, des appareils militaires et judiciaires, de la finance et, bien sûr, de la classe politique.

C'est ainsi que, d'une centaine en 1963, le nombre d'élus noirs est passé à 6424 en 1986, parmi lesquels près de 300 maires dont ceux Los Angeles, Detroit, Atlanta, Philadelphie, Washington, New Orleans, ainsi qu'une vingtaine d'élus au Congrès.

Des assistantes sociales, chargées de contrôler les "fausses" mères célibataires, aux sommets de l'Etat en passant par le commissariat de quartier, les tribunaux et les hautes sphères de la police et de l'armée, on trouve maintenant des Noirs partout, dans tous les organes et institutions chargés de maintenir l'ordre de la bourgeoisie blanche.

C'est d'ailleurs tout un symbole que ce soit justement le général Colin Powell, le premier Noir (de Jamaïque) à diriger le Pentagone, qui soit chargé de diriger les opérations de répression à la de-

son apogée

Aux jeux Olympiques de 1968, des athlètes noirs américains lèvent le poing sur le podium

AFP

toutes grandes leurs portes aux Noirs, jusque-là peu nombreux dans leurs usines, installant même des bureaux de recrutement dans les quartiers noirs, permettant ainsi aux Noirs, confinés jusque-là dans les petits boulots des services, d'obtenir des emplois mieux payés dans la grande industrie. De même, des aides sociales furent créées (aide médicale, bons de nourriture, etc.), qui soulagèrent un peu la misère des plus pauvres.

Evidemment, avec la crise, les Noirs ont été nombreux à être rejetés des industries qui ont fortement licencié et, comme des coupes claires ont été effectuées dans les budgets d'aide sociale, une bonne partie des acquis de la fin des années 60 ont été perdus. Quant à l'égalité juridique, le jugement du tribunal de Los Angeles vient d'illustrer de façon particulièrement provocante qu'il y a bien deux poids, deux mesures, selon que l'on est un Noir sans défense ou un policier blanc.

Le mouvement noir des années 60, malgré la profondeur de la mobilisation, n'a pas atteint une conscience claire des objectifs qu'il lui fallait viser pour obtenir une véritable émancipation et il est resté dans des limites politiques dont on voit les conséquences plus clairement que jamais aujourd'hui. Car à l'époque aucun dirigeant du mouvement noir, ni aucun dirigeant d'ailleurs du mouvement ouvrier blanc, n'a voulu montrer à la fraction noire de la classe ouvrière la nécessité de renverser la société d'exploitation et la ségrégation sociale pour se débarrasser réellement et définitivement de la ségrégation raciale. Les plus radicaux des dirigeants noirs ne visaient qu'à obtenir une place pour les Noirs, sans toucher aux fondements de la société et à son Etat. Une occasion a sans doute été ainsi perdue non seulement pour les travailleurs noirs mais pour l'ensemble de la classe ouvrière, qui respectait les Noirs *"parce qu'ils savaient se battre"*, de s'unir dans un combat contre l'exploitation elle-même.

Dominique CHABLIS

Des militants "Blacks Panther" préparent des paquets de journaux ⬇

AFP

L'art de choisir un jury

Cour supérieure de Justice de Los Angeles

Gamma

Le procès des matraqueurs en uniforme de Rodney King est loin d'être unique dans son genre.

Il y a quelques mois, une commerçante coréenne de Watts a abattu d'une balle une jeune Noire de 15 ans pour une bouteille qui valait moins de 8 francs. Toute la scène avait été filmée par une caméra de surveillance. Au procès la meurtrière a été condamnée par un jury blanc à une... mise à l'épreuve.

Mais comment en arrive-t-on, dans une ville comme Los Angeles, où les Blancs sont minoritaires, à constituer un jury exclusivement blanc ? Le juge qui a présidé au procès King a donné un échantillon de son savoir-faire dans ce domaine. Il a tout simplement décrété que, vu l'émoi causé par l'affaire à Los Angeles, prendre le jury parmi la population de cette ville ne pouvait que *"troubler la sérénité de la justice"*. Moyennant quoi il a ordonné que les jurés soient choisis parmi les habitants... d'une petite ville résidentielle, blanche bien sûr, aussi distante de Los Angeles que le lui permettait la loi.

Quant aux jurés en question, on a pu avoir un échantillon de leur état d'esprit lors de l'interview de l'un d'entre eux à la télévision (anonyme s'entend). Pour justifier les coups des flics lyncheurs, il a expliqué que, sans ces coups, Rodney King aurait pris la fuite. Il faut croire que cela suffisait pour justifier, aux yeux de ce Dupont-la-Joie américain, une demi-douzaine de fractures du crâne et des membres inférieurs, administrées par quatre policiers blancs en bonne santé à un homme seul à terre, mais... noir évidemment.

ÉE DU ET LE RACISME SONT TOUJOURS LÀ

Un immense dortoir destiné aux sans abri, à New-York

Levy/Gamma

mande de Thomas Bradley, le premier maire noir de Los Angeles.

Mais derrière cette couche de nouveaux riches issus de la population noire, une chose n'a pas changé, c'est le racisme latent, et bien souvent ouvert, de la société américaine. Ce racisme qui se nourrit de la haine des petits Blancs, d'autant plus virulente en cette période de crise économique qu'elle est alimentée par le spectacle de ces notables noirs trop heureux de faire cause commune avec les riches et les puissants. Ce racisme qui se nourrit aussi et surtout de la ségrégation sociale et de la misère dont continuent à être victimes la grande majorité des Noirs et des gens de couleur.

Car les temps ont bien changé depuis celui des largesses, toutes relatives d'ailleurs, des années 70, lorsque l'Etat fédéral, redoutant de nouvelles explosions, distribuait jusqu'à 35 milliards de dollars par an en subventions diverses pour les quartiers pauvres des grandes villes. Aujourd'hui, économies budgétaires obligent, ces subventions ont disparu. Et bien d'autres ont été réduites, comme les subventions au logement réduites de 82% depuis 1981, où celles à la formation qui ont diminué de 63% et celles aux services d'aide sociale qui ont baissé de 40%. Sans parler de la réduction des protections sociales. Bref, toute une misère est réapparue au cours des années 80, qui était inconnue dans les années 60.

Pour ne prendre qu'un seul exemple : Detroit, la capitale de l'automobile, compte 30 000 sans-abri, à qui le maire noir de la ville, Coleman Young, mène une chasse sans merci dans l'espoir de les faire partir. Le 1er novembre dernier, 5 000 familles y ont été chassées de leur logement, en un seul jour. Et dans l'ensemble de l'Etat du Michigan, 170 000 personnes parmi les plus pauvres se sont vues privées de toute aide sociale afin de réduire les dépenses publiques.

Alors, aujourd'hui, si une petite fraction aisée de la population noire vit mieux, à l'abri dans des quartiers résidentiels confortables, la grande majorité, elle, vit plus mal qu'avant, toujours entassée dans les mêmes ghettos des centres-villes, aujourd'hui encore plus en ruine qu'hier.

Non, la bombe des années 60 n'est pas désamorcée, elle a gardé sa puissance explosive.

François ROULEAU

n 1982

AFP

Une affaire de gros sous et de crédit (politique) :

Bérégovoy recevant le président du CNPF, Périgot.

AFP

TROP FRANC POUR ÊTRE HONNÊTE...

"Et si le franc était réévalué ?", lancée à la "une" du journal *Le Monde*, la question prudente s'est vite, dès le lundi 4 mai, transformée en affirmation enthousiaste dans la presse, les radios et télévisions : le franc allait bien, très bien même, alors que le deutschemark, lui, mieux valait ne pas en parler... Et tout ce beau monde d'emboucher les trompettes cocardières pour nous vanter, évidemment, les mérites de la rigueur financière et... salariale.

En pleine grève des fonctionnaires allemands, les services du Premier ministre - d'où *Le Monde* reconnait qu'émane la rumeur de réévaluation- n'allaient pas laisser l'occasion de lancer des cocoricos à tout va. Ah non alors, ce ne serait pas en France que l'on verrait des centaines de milliers de fonctionnaires faire grève, majoritairement, plusieurs jours d'affilée ! Ce n'est pas ici, non plus, qu'un gouvernement accorderait des 4 voire 5% d'augmentations annuelles...

Bérégovoy, ce prétendu socialiste qui se fait gloire de ce que les journaux pro-patronaux l'appellent le Pinay de gauche (parce qu'il se vante d'avoir réduit l'inflation et "maintenu le franc" au prix de trois millions de chômeurs et d'une régression du pouvoir d'achat de la classe ouvrière), a donc saisi l'occasion des grèves en Allemagne pour faire mousser sa politique et sa personne. Auprès des bourgeois, bien évidemment.

Dans le cas du franc, le gouvernement sait -ce que le journaliste du *Monde* laissait entendre- qu'il est plus facile de parler de "franc fort" que de procéder à une réévaluation de la monnaie. Ne serait-ce - comme s'en désolent nombre de commentateurs politiques - parce que si le petit monde politico-journalistique de l'hexagone ne craint pas le ridicule d'opposer, tel *Le Monde*, *"la France vertueuse"* en matière de prix, inflation et salaires à *"l'Allemagne dévergondée"*, *"les grands investisseurs internationaux ne sont pas encore totalement convaincus de la vertu française"*. Bref, le coq gaulois peut bien s'époumonner et gonfler des plumes, au firmament de la bourgeoisie internationale il ne vole toujours pas aussi haut que l'aigle allemand.

Mais laisser entendre - grâce à une petite campagne journalistique sur le thème de la réévaluation- que le franc prend de la hauteur, cela ne fait pas de mal au pouvoir en place dans la perspective des prochaines élections. Et puis surtout, cela peut l'aider à faire décoller un projet qu'examine actuellement le Parlement et dont Bérégovoy, quand il n'était encore que ministre des Finances, avait fait un symbole de sa politique en faveur des nantis : ce Plan d'Epargne en Actions qui devrait permettre à des centaines de milliers d'"investisseurs" -c'est-à-dire de petits, moyens et grands bourgeois- d'arrondir encore un peu plus leurs revenus avec la bénédiction de l'Etat.

Comme le succès de cette opération dépend en partie de la confiance que les milieux boursiers ont ou pas en la solidité du franc, cette rumeur de "réévaluation" n'est peut-être finalement que la campagne publicitaire de lancement du "Plan Béré"...

P. L.

Le dernier plan emploi :

DE L'OUVRAGE POUR L'ANPE

Un "nouveau" plan emploi : le Conseil des ministres du 29 avril a adopté à ce titre une série de mesures concernant les 920 000 chômeurs de longue durée inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE.

Ceux-ci devront subir un entretien individuel, à l'issue duquel il leur sera proposé soit un emploi, soit un stage, soit une "activité d'intérêt général".

Mais de quels gisements secrets viendraient donc des emplois qui n'auraient pas encore été proposés ? Mystère. Et quelle espèce de stage nouveau aurait la propriété, par rapport à tous ceux qui existent déjà, de fournir un emploi à des chômeurs toujours mieux formés ? Quant aux "travaux d'intérêt général" offerts, à condition que des collectivités locales ou régionales les proposent, et payés entre 2 300 F et 3 100 F par mois, quel miracle pourra les faire considérer comme une alternative au chômage par cette horde toujours plus grande des sans-travail ?

En fait, les seuls véritables emplois créés résident probablement dans les mille salariés supplémentaires que l'ANPE devra embaucher (dont plus de la moitié de "vacataires", c'est-à-dire de précaires) pour pouvoir faire défiler les 920 000 chômeurs de longue durée ; l'ANPE recevant par ailleurs en renfort 200 appelés du contingent, pour l'aider à accomplir la tâche.

C'est sans doute par dérision que cette opération a été nommée "plan emploi". Mais ce qui paraît plus sérieux dans toute cette affaire, ce sont les pressions que le gouvernement entend exercer sur les chômeurs de longue durée, pour les obliger à disparaître des statistiques. Et on ne peut vraiment pas en attendre plus, d'un gouvernement "socialiste" qui affiche la prétention de "s'occuper", une fois de plus, du chômage.

L. G.

Chômage

L'ART DE PRÉSENTER LES COMPTES

Bureau de l'ANPE.

Gamma / Stevens

Le chômage aurait baissé en mars, vient-on d'entendre claironner.

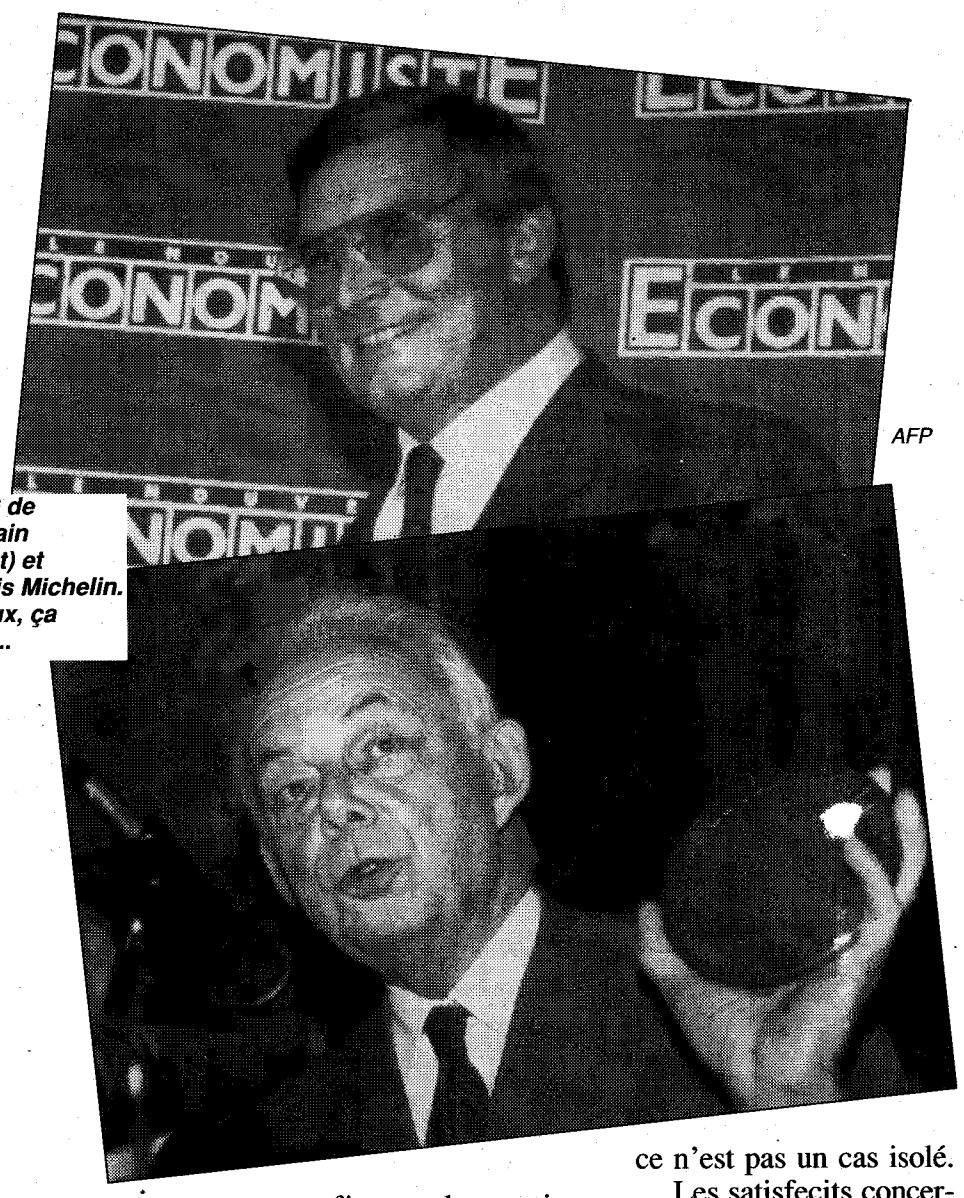
Sauf que, lorsqu'on regarde le détail, sur 18 000 chômeurs en moins, 12 000 proviendraient de l'avance de la date des comptes au 25 du mois au lieu du 31...

Sauf que 5 522 chômeurs ont été radiés des listes, soit 1 400 de plus que le mois précédent...

Et, mis à part que tous les jours on nous annonce dans les grandes entreprises de nouveaux licenciements, on peut toujours... rester optimiste !

Profits et dividendes 91, MIEUX QUE PRÉVU

Au moment où sont publiés les bilans de l'année 1991, la presse économique se félicite des bons résultats des entreprises. Ils sont souvent meilleurs que les prévisions pessimistes qui se basaient sur les conséquences de la guerre du Golfe qui avait, disait-on, ralenti l'activité économique.



AFP

Le PDG de St-Gobain (en haut) et François Michelin. Pour eux, ça baigne...

Les entreprises dont les résultats ont progressé le plus en 1991 se situent dans le secteur pétrolier (Esso : + 60 %, Total : + 43%...), dans le secteur pharmaceutique (l'Oréal : +19 %, Institut Mérieux ou Elf-Sanofi : +12 %, Roussel-Uclaf : +7%...) ou dans la grande distribution (Casino : +37 %, Castorama : +40%, La Redoute : +15%...). Mais dans d'autres entreprises les performances peuvent être spectaculaires (Renault : +154%, St Gobain : +26%, Générale des Eaux : +17%, Moulinex : +15 %, etc.)

Et lorsque des entreprises se retrouvent dans le rouge en affichant des pertes, c'est parfois tout simplement parce qu'elles ont mis de l'argent de côté, fait des "provisions", comme on dit, en vue de licenciements massifs, ou pour racheter d'autres entreprises, ou encore se donner les moyens de faire face éventuellement à certains risques, financiers par exemple. C'est dire que ces entreprises-là ne sont pas pour autant sur la paille : elles consacrent au contraire parfois beaucoup d'argent à y mettre leurs ouvriers.

C'est ainsi que Sacilor qui arguait de pertes prévisibles pour 1991 de quelque 3 milliards pour faire accepter un nouveau plan de licenciement, a en fait provisionné quelque 3 milliards justement pour pouvoir licencier sur les trois ans à venir !

Quant à Michelin, il s'est retrouvé à la tête d'un déficit de plus de 5 milliards en 1990 parce qu'il s'est endetté massivement l'année précédente pour pouvoir acheter l'entreprise américaine Uniroyal Goodrich, et parce qu'il avait "provisionné", lui aussi, quelque 3 milliards pour licencier une partie de son personnel. Plus de 8000 personnes ont déjà été mises à la porte sur l'ensemble du groupe et Michelin prévoit de se débarrasser de 8 000 autres personnes. Mais cela ne veut pas dire que le numéro 1 du pneumatique est près de crever. Avec 20 % à lui seul du marché mondial, dès cette année le déficit qui a été si bien monté en épingle pour faire passer les licenciements est pratiquement résorbé. Michelin est redevenu bénéficaire au second semestre 1991 ! Et son action Michelin a grimpé de 7 % à la bourse à l'annonce de toutes ces bonnes nouvelles !

Aussi significatifs que les bilans, il y a les dividendes que les entreprises décident de verser aux actionnaires. Si tout est fait pour réduire les salaires des ouvriers, par contre on ne regarde plus à la dépense quand il s'agit de conserver la confiance des actionnaires. Les conseils d'administration s'efforcent de leur verser des dividendes en hausse... même lorsque les résultats sont en baisse. Tel le BHV, par exemple, qui augmente de 5,5% le dividende versé aux actionnaires alors que son bénéfice recule de 18% ! Et ce n'est pas un cas isolé.

Les satisfecits concernant les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires, qui se répètent d'année en année malgré la crise économique, sont bien la meilleure illustration que ce n'est pas vraiment la crise pour tout le monde.

Dominique CHABLIS

COFACE : LES PROFITS ASSURÉS

La COFACE (Compagnie Française pour le Commerce Extérieur) vient de rendre ses comptes publics; ils sont déficitaires de 9 milliards de francs pour l'année 1991.

Cette compagnie un peu spéciale, qui a en France le quasi-monopole de l'assurance à l'exportation, présente pour sa clientèle deux services. Le premier, pour les risques peu importants, est assumé par la compagnie elle-même, tandis que le second, pour les risques considérés comme majeurs, est alimenté par des fonds publics. Dans ce dernier cas, la COFACE n'est en fait que le "gestionnaire d'un service public" très déficitaire.

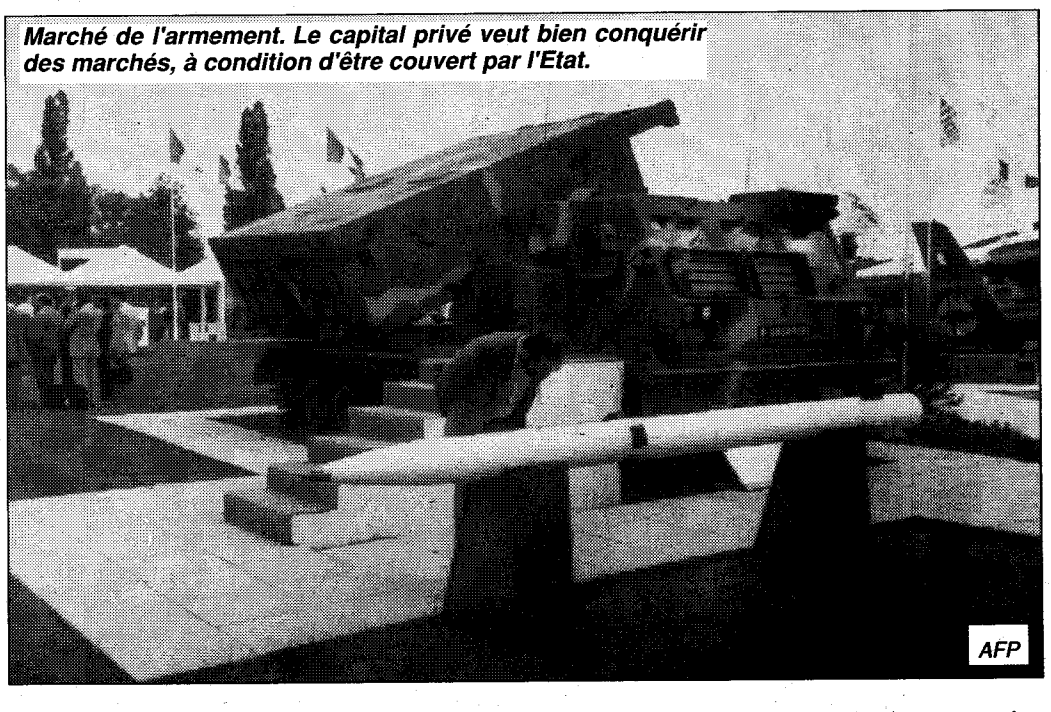
C'est ainsi que l'Etat, par la COFACE interposée et grâce à l'argent puisé dans la poche des contribuables, permet à de grandes sociétés d'investir sans risques dans des pays considérés tout de même comme étant à "risques", aujourd'hui les Républiques de l'ex-URSS ou encore l'Algérie.

Les comptes de la COFACE pour l'année 1991 laissent apparaître des indemnisations de sinistres à hauteur de 18,3 milliards de francs (19,5 milliards pour l'année 1990). Parmi les gros sinistres de l'an dernier l'Irak vient au tout premier rang, pour quelque 4 milliards de francs, et devrait à nouveau peser entre 1,5 et 2 milliards sur les comptes de 1992.

Ainsi, les contribuables n'ont pas fini de payer la guerre du Golfe. Il a fallu débourser plusieurs milliards pour les opérations militaires elles-mêmes, mais en plus, maintenant, il faut payer à plusieurs grands trusts, ceux de l'armement en particulier, les manques à gagner occasionnés par la mise au ban du régime irakien ! Durant des années, les Thomson, Dassault, Alcatel et autres Matra avaient fait des affaires d'or avec Saddam Hussein. Mais, bien sûr, pas question pour eux de prendre sur les profits passés. Pas question en fait, pour les grands capitalistes, d'assumer les risques de leur système... L'Etat, par COFACE interposée, est là pour effacer les ardoises et payer les factures.

Il paraît que le capitalisme est un monde fait pour ceux qui veulent entreprendre, à l'image de ces intrépides capitaines d'industrie prêts à risquer pour réussir. Mais en fait le capitalisme ne serait-il pas plutôt à l'image de ces vieux rentiers, repus de richesses et ne sachant risquer que les biens d'autrui ?

G.L.



Marché de l'armement. Le capital privé veut bien conquérir des marchés, à condition d'être couvert par l'Etat.

AFP

Renault (Lardy - 91)

QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE DES NETTOYEURS D'ABILIS

■ Mardi 5 mai, cela faisait 25 jours que les 21 travailleurs (sur un effectif de 28) de l'entreprise Abilis chargée du nettoyage du centre d'Etudes et d'Essais de Renault à Lardy (91) étaient en grève. – Abilis a traité le personnel avec un tel mépris que la grève, aujourd'hui, est avant tout un combat pour la dignité. C'est ce sentiment qu'ont d'ailleurs exprimé la plupart des grévistes à l'assemblée générale du 4 mai. Pas question pour eux de reprendre sans qu'Abilis cède, de façon significative, aux revendications.

Des erreurs continuelles sur la paye, des menaces de sanctions, des non-paiements d'heures supplémentaires et surtout une augmentation brutale de la charge de travail incombant à chacun (particulièrement aux femmes), voilà ce qui a déclenché la grève.

La direction d'Abilis a fait machine arrière sur les sanctions, les erreurs de paye ainsi que sur le non-paiement des heures supplémentaires et elle a proposé une prime de reprise équivalant à six jours de grève. Mais les grévistes ne veulent pas se contenter de si peu. Ils veulent une augmentation de salaire, 35 F de l'heure, et surtout l'embauche de personnel.

Les grévistes n'ont pu empêcher pour l'instant que des jaunes accomplissent une partie de leur travail, chaque soirée. Ces derniers jours, ils ont rendu visite à d'autres travailleurs d'Abilis. D'abord à ceux du nettoyage d'Orly, qui eux-mêmes avaient mené récemment une grève. Ensuite à ceux de Rhône-Poulenc à Vitry. Dans les deux cas, l'accueil y fut chaleureux et l'échange d'expériences fructueux.

Les grévistes continuent aussi d'informer le personnel Renault de leur grève, à Lardy et à Rueil. Ils se multiplient en divers endroits, par affichage, par diffusion de tracts. Conscients qu'ils sont que seule leur détermination peut amener Renault, leur véritable patron, à faire pression sur Abilis afin que celle-ci fasse droit aux revendications des grévistes.

Correspondant LO

Hôpital Necker (Paris)

SIDA ET TÉLÉ

Jeudi 30 avril au soir, *Antenne 2* diffusait en direct une émission intitulée *Sida-Urgence*, dont une partie se déroulait en direct de l'hôpital Necker - Enfants Malades à Paris.

Au départ cette émission avait pour but d'informer le public sur le sida en en montrant les différents aspects : la maladie elle-même, les malades et leurs conditions de vie, tant à l'hôpital qu'à l'extérieur. Le tout dans le but de recueillir des fonds pour la recherche concernant le sida, mais aussi pour soutenir l'action des diverses associations qui suivent les malades en dehors de l'hôpital.

En fait, la majeure partie de l'émission a été consacrée aux vedettes du show-bizz venues donner soit leur avis sur le sida, soit encore dire un mot pour encourager les téléspectateurs à donner de l'argent, toute l'émission étant entrecoupée de chansons.

Si une partie de l'émission était à l'origine prévue en direct de l'hôpital Necker, très peu de choses s'y sont passées, à l'exception de l'interview de deux médecins, l'une concernant le sida chez les adultes et l'autre le sida chez les enfants, sans oublier l'intervention d'un malade qui n'aura duré que deux minutes sur près de quatre heures d'émission.

Lang et Kouchner étaient là pour se prêter au jeu et se faire les chantres de cette espèce de quête télévisuelle, comme s'il était naturel que la recherche soit subventionnée par le public et que l'Etat consacre son argent à bien autre chose !

La télévision sert décidément à tout, qu'il s'agisse, comme il y a un an, de faire avaler à la population à grands coups de mensonges, une guerre barbare, ou qu'il s'agisse de cautionner un appel hypocrite à la charité publique.

Le personnel des deux services concernés, qui a suivi sur place et en direct avec attention cette émission, s'est senti frustré non seulement parce qu'il n'a pas eu droit à la parole, mais aussi parce que le côté émission de variété et charité avait de quoi choquer tous ceux qui touchent de près ou de loin à cette maladie et qui se demandent toujours que faire.

Correspondant LO

AFP

CARRÉ BLANC ET ÉCRAN NOIR

Il faut que le doigt se trompe sur le boîtier de télécommande et qu'on tombe sur un écran noir enneigé pour que la fausse manœuvre vienne rappeler, qu'il y a peu encore, il existait une cinquième chaîne... et que son personnel se retrouve à la rue depuis un mois.

Eh oui, voici un mois à peine, *La Cinq* faisait la "une" de la presse et des médias, et les partis politiques (d'opposition), posant aux défenseurs de cette chaîne, interpellaient le gouvernement au Parlement.

La Cinq se mourrait alors, mais en direct, avec les protestations de son présentateur-vedette et porte-parole de fait du personnel, Jean-Claude Bourret, entourée de la sympathie d'une partie du public (plus d'un million de signatures de soutien).

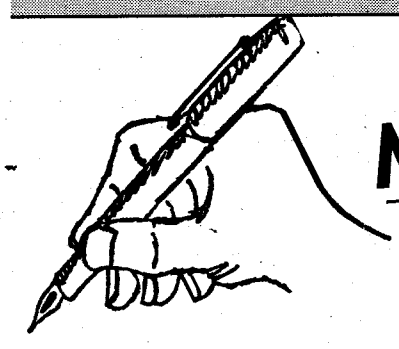
Cette grève des journalistes, techniciens, employés de *La Cinq* dont on nous avait tant dit qu'elle avait l'avantage d'être "médiatique" et d'avoir les moyens de se faire entendre, ces licenciements de plusieurs centaines de travailleurs ont donc cessé d'être exceptionnels. Maintenant que ces travailleurs n'ont plus la possibilité de s'adresser en direct à des millions de téléspectateurs - et surtout de gagner leur sympathie -, au gouvernement, comme dans l'opposition ou dans la presse, plus personne ne fait même semblant de se préoccuper du sort de *La Cinq* et de son personnel.

Il avait vraiment fallu que ces futurs licenciés aient - chose rare pour des travailleurs - la possibilité de dire, plusieurs semaines de rang et en direct, ce qu'ils avaient sur le cœur pour que des politiciens et patrons de presse, qui d'habitude se moquent éperdument de tels cas, fassent mine de s'y intéresser.

Les travailleurs de *La Cinq* n'ayant plus les mêmes moyens de toucher le public, autorités et partis politiques n'ont plus les mêmes raisons de faire semblant d'être touchés. Tout rentre donc dans l'ordre, leur ordre.

P. L.

Nos lecteurs nous écrivent



Meaux (région parisienne)

GRÈVE À LA FONDERIE DEVAUX-WERTS

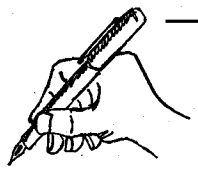
Chez nous, à la fonderie-aciérie Devaux-Werts de Meaux, on a la gueule noire toute l'année, comme au fond de la mine. Dans cette"nuit d'en-fer", tous les chats sont gris. Sans doute cela explique-t-il qu'il n'y ait pas de problème de racisme entre nous (75 % du personnel est d'origine étrangère). Toujours est-il que cette solidarité a payé, puisqu'au bout d'une demi-journée de grève sur les salaires nous avons obtenu 4 %, 5 % et 6 % d'augmentation, selon les coefficients, pour l'année 1992, répartis en 3 fois: avril, juillet, octobre (les salaires, très hiérachisés, vont du SMIC à 8 000 F par mois, primes comprises).

La grève est partie d'un atelier où des gars, récemment syndiqués CFDT, ont arrêté le travail et ont fait le tour de l'usine pour convaincre leurs camarades de les rejoindre. Nous étions au total une centaine, c'est-à-dire presque tous les ouvriers de la fonderie ; et nous avons bénéficié de l'aide de la CFDT.

Seule ombre au tableau : il a fallu rattraper les heures de grève. Mais cette grève a renforcé les liens entre nous : nous avons pu discuter beaucoup plus que d'habitude et envisager de recommencer bientôt. Le patron, qui ne s'attendait pas à ce que notre petit mouvement soit si massif, a cédé assez vite.

Il est vrai que notre "pauvre" patron, qui disait ne pas pouvoir augmenter à cause de la "conjoncture actuelle", s'est permis quand même de racheter la fonderie Lory (Hauts-de-Seine) en 1989, la fonderie Jeumont dans le Nord, d'avoir une grosse part dans une fonderie tchécoslovaque et d'investir 2 milliards de centimes dans un atelier d'ébarbage tout neuf. Il faut quand même disposer d'un "trésor de guerre" économique suffisant pour se permettre ce genre de fantaisies. Un "trésor de guerre" qui est le produit de l'exploitation de notre travail. Ce n'est donc que justice de revendiquer notre part.

Un camarade de la fonderie



SUR LA CRISE DE LA FEN

Suite à l'article sur la crise de la Fédération de l'Education Nationale (*LO* n°1243), il me semble important de rappeler que la FEN est constituée de 49 syndicats, dont certains ne représentent que le syndiqué en question. Et c'est le nombre de petits syndicats qui permet à la tendance UID (Unité Indépendance et Démocratie-proche du PS) d'être réellement majoritaire. Suivant les statuts des Hauts-de-Seine, la commission administrative, le "Parlement" de la FEN comprend 31 personnes élues directement par les syndiqués ; 53 personnes représentent chaque syndicat catégoriel. Par exemple le SNIDEN (inspecteurs) : 1 représentant pour 9 votants ; le SNI (instits) : 7 représentants pour 915 votants. Pour un représentant, il faut 9 voix au SNIDEN et... 130 au SNI ! C'est ce que la direction nationale appelle "la proportionnelle proportionnée !"

20 syndicats sur 26 ont voté pour l'UID à cette dernière élection, ce qui lui permet de diriger la FEN des Hauts-de-Seine avec 30 % des voix. D'autant plus que grâce à un tour de passe-passe que certains appelleraient magouille, par le "droit coutumier" l'UID qui a récolté 30 % des voix obtient 16 élus, la tendance Unité et Action (proche du PC) avec 60 % des voix en obtient 13, et la tendance Ecole Emancipée en obtient deux avec 10 % des voix.

L'UID ayant quitté la salle en refusant d'être minoritaire, la direction formée des tendances UA, Autrement, EE, élue en congrès, a été destituée, au profit d'une direction UID parachutée par le national... Les adhérents dans tout cela ?

Résultat des courses, il n'y a aucune vie syndicale et si certains (UA) dénoncent actuellement ce mode d'élection, il leur a permis pendant des années de diriger des syndicats, grâce au fonctionnement syndicat par syndicat.

Il faut un seul syndicat regroupant enseignants, personnel technique, face au patron qu'est l'Etat, et qu'UN VOTE = UNE VOIX ; un syndicat qui défende les revendications des travailleurs de l'EN, de tous les travailleurs, indépendant des pouvoirs, démocratique par les discussions, avec un droit aux regroupements pour les militants, liberté totale d'expression dans la presse syndicale.

Oui, nous dénonçons la manœuvre qu'opère la direction UID, mais pour autant nous ne nous sentons pas solidaires de ceux qui, par leur pratique, prônent un syndicat corporatiste tournant ainsi le dos à l'unification des revendications, des luttes des travailleurs.

Voilà, il me semblait important d'apporter quelques éléments... vécus.

Salutations révolutionnaires.

Titouane, institutrice (Hauts-de-Seine)

LUTTE DE CLASSE

AVRIL 1992 N°46

AU SOMMAIRE :

FRANCE Après les élections

Ex-URSS Le règne des "potentats localistes"

ETATS-UNIS Les syndicats contestent les candidats démocrates pour mieux soutenir le parti

ALLEMAGNE Les appareils syndicaux face à la remise en cause des avantages sociaux

TURQUIE La situation incertaine du gouvernement Demirel

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

6,7 et 8 JUIN
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
à Presles (Val-d'Oise)

Comme chaque année, la fête de Lutte Ouvrière aura lieu durant les trois jours du week-end de la Pentecôte à Presles, dans le Val d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris.
Alors, retenez sans tarder ces trois jours : les 6, 7 et 8 juin !

PRENEZ VITE VOTRE CARTE

Procurez-vous sans attendre la carte d'entrée auprès de nos militants, ou en écrivant à la Lutte Ouvrière (BP 233 - 75865 PARIS Cedex 18). La carte d'entrée achetée d'avance, valable les trois jours, coûtera 40 F au lieu de 50 F si elle est achetée sur place. Nous faire ainsi une avance sera donc aussi à votre avantage...
De même, des bons d'achat achetés à l'avance 8 F pièce vous donneront 10 F de pouvoir d'achat à la fête.

POUR VENIR A LA FÊTE

de Paris...
La fête est accessible en voiture bien sûr, mais aussi par le train à partir de la Gare du Nord. Plus simple encore, une navette spéciale et gratuite d'autocars sera mise en place à partir de la Porte de La Chapelle.
...et de Province
***Des départs collectifs*, par cars ou par train, sont organisés à partir d'un grand nombre de villes de province. Ecrivez-nous ou renseignez-vous auprès de nos militants locaux.**

TROIS JOURS DE SPECTACLE ININTERROMPU

Sur des scènes aménagées : Le Podium central, le Théâtre de Verdure, Jazz City, le Cabaret, la Guinguette avec une animation permanente dans les allées ou sur les places.

Notre programme est bien sûr loin d'être fixé, mais nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation de :

Léo FERRE
François BERANGER
Didier GUSTIN
Fabienne THIBEAULT

Ce n'est pas tout ! Le Quartette du pianiste new-yorkais Mal WALDRON, et Thierry BRUNEAU donneront deux concerts de jazz, l'un à "Jazz-City" et l'autre sur le Podium central.
WILLEM BREUKER KOLLEKTIEF : vient de Hollande avec leur fanfare qui mèle le jazz et l'humour, ils nous présenteront un spectacle visuel et drôle.
LES COQUINES : avec ce groupe de funk afro reggae composé de neuf africaines, l'ambiance est garantie.
Alain **GIROUX et J.L. MAJHUN** seront des nôtres aussi, l'un au violon, l'autre à la guitare, pour une heure de Blues'n Boogie.
Et bientôt la suite de notre programme...

FETE DE LUTTE OUVRIERE de MARSEILLE DIMANCHE 17 MAI

à partir de 11 h 30
Parc boisé de Valabre
(Gardanne)
• Des forums : sur la situation en Algérie, en Yougoslavie, le FMI, les idées trotskystes,
• Et bien sûr, vous pourrez écouter de la musique, déguster un couscous, des grillades ou de la soupe au pistou...
(Navette gratuite assurée à partir de la Gare SNCF de Gardanne).

Souscription

TOTAL À CE JOUR : 1 317 858 F

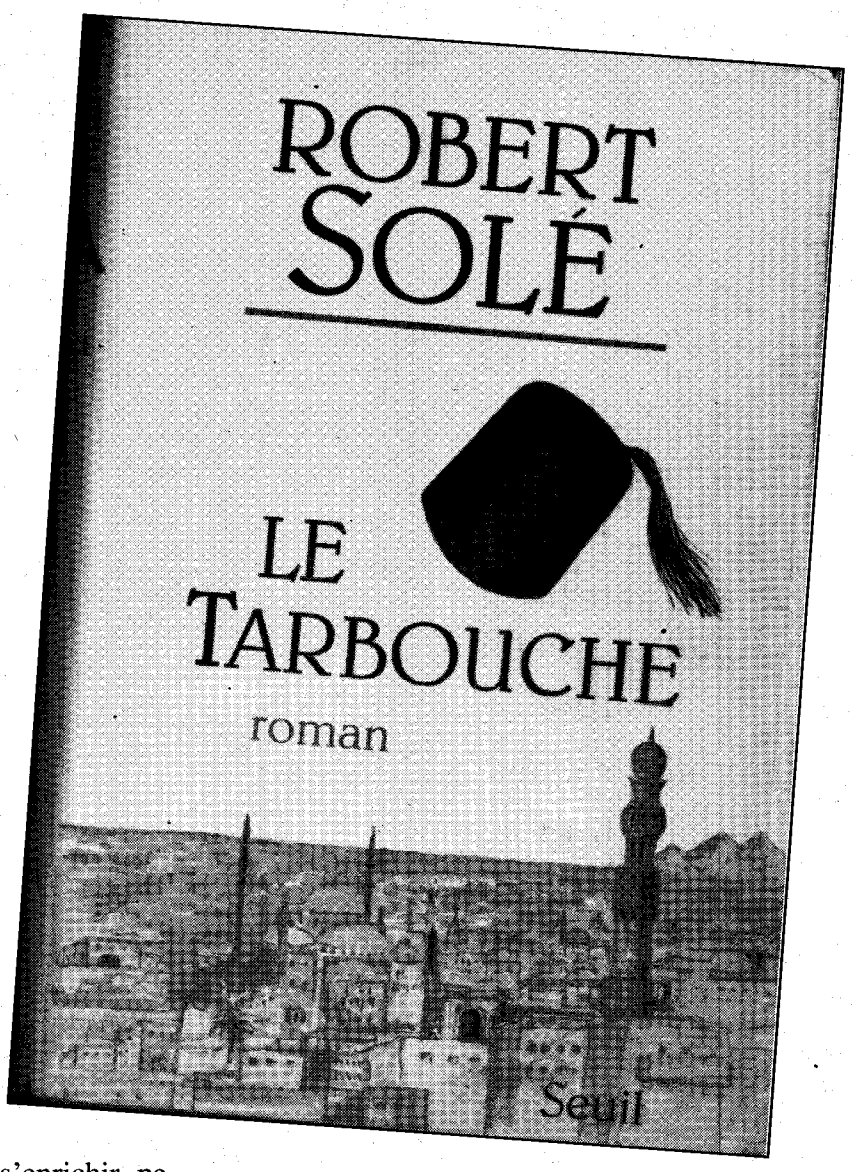
Cette fois, les listes de souscription de Lutte Ouvrière ne sont sans doute pas loin d'être toutes rentrées, et la somme de 1 317 858 F que nous indiquons est sans doute proche du total définitif. Voici donc (presque) les dernières listes... Et merci à tous ceux qui nous ont aidés !

REGION PARISIENNE : Caman Kabo, 30. Mamadou Nahor, 10. Zanatany, 70. Robert, 20. Portanulo, 10. Martinez, 10. Jean Yves, 50. Christian, 50. Didier, 50. Scorpions, 50. Jean Louis, 100. Gérard, 30. Dominique, 30. Eric, 30. Thierry, 50. Alain, 50. Collecte électorale atelier de Vitry SNCF, 65 personnes, 535. Thierry, 50. Yolande, affaires sociales, 50. Thierry Bernard, 150. Laurence Smith, 50. Stéphane Spielberg, 50. Godet, 20. Soufiane, 100. Papa, 100. 1000. Attahi Isabelle, 200. Alain et Marie Odile, 10. Claude et Jacqueline, 50. Denise, 100. Laurent, 50. Dezileau, EDF, 100. Un camarade marocain, 300. La mère d'un copain, 200. Le père d'un copain, 200. Impôts Paris, 200. JLC, 100. Sympathisant Schuco, 100. Sympathisant, 200. **SNECMA Corbeil** : Juteau, 50. Guyomard, 50. Jarpmle, 10. Johan, 20. Haissa, 50. Collecte élections, 1280. **Siemens Nixdorf :** LD, 20. Jacques, 20. JL, 25. Gilles, 50. Arlette, 50. Alain, 50. Simone, 30. Charlotte, 30. Jean Luc, 30. Bernard, 20. Christian, 50. Jean Pierre, 20. Pour arrondir, 5. CAF : Denis, 40. **SNCF :** Collecte Levallois, 150. Copains, 200. LIGNE C RER : Tranchand, 20. Cunha, 10. Michel, 50. Porte, 50. Jean Louis, 30. Alain, 40. Charles, 10. Pascal, 10. Christian, 20. Dominique, 15. Catherine, 20. Patrick, 10. Gilles, 10. Laure, 50. Benoit, 20. Jean Luc, 20. Illisible, 10. Illisible, 50. Illisible, 250. Same, 10. Gael, 25. Un coco, 30. Navarro François, 50. Cerise Barnay, 150. Julie, 100. x5 et y5 égalent z5, 200. Signé Furax, 300. Amitié, 200. Geneviève, 50. Nicole, 50. Collecte BNP, 45. Une ingénieure agronome, 300. Daniel, 2500. J Fontenoy, 500. "En battant la campagne", 200. Eric, un sympathisant, 100. **Lycée Henri IV :** Une lycéenne, 70. Lulu, 50. Claude, 150. Noel, 100. Nanar, 50. Monique, 100. Patrick, 80. 2 employés d'un grand hôtel, 200. Un ami marocain, 50. Ca fait lire (italienne), 350. Un copain, 200. Derenddre, 50. Odile, 50. Barbara, 30. Florent, 20. Une copine, 50. Dolorès, 100. Nathalie, 150. Michel, 100. Lourcel Monique, 120. Adjinacou Catherine, 200. Poupon Jicey, 100. Adjinaou Brigitte, 250. Menil Patrick, 150. Menil Denis, 50. Menil Roger, 330. Mireille, 300. Barthelemy, 300. Omar, 100. Pourboires à Omar pour Arlette, 1O5. JP, 30. Pascal, 12. Liliane et Jeannot, 400. Micheline, 200. Mireille, 200. Thérèse Michel, 50. Enseignant, Meaux, 200. Perdue, 300. Bruno, 300. Jacques Leidervager, 100. Un militant du PCF, 50. Fagon Olivier, 50. Fernandes, 50. Elisa, 60. Horth, 50. Pour tout solde de mes impôts, à un monde meilleur, Didier, 50. Robert, 100. Charpigny, 58. Soleil depuis Villejuif juste pour vous dire que le communisme n'est pas mort, 50. Perdue, 300. Odile et Christian, 100. Orianne, 570. Valérie, 100. Lydia, 50. Christine, 50. Nicolas, 50. Myriam, 100. Pour un monde meilleur, 200. Pierre, 200. Bertrand, 50. Benat, 100. Ali, 50. Aude, 200. Arguel Karine, 100.. Rouyer Vincent, 50. Ouafia, 100. Aicha, 100. Sanvy, 200. Goran, 200. Samuel, 100. Mère d'un copain, 100. B Becker, Chausson Polymont Gennevilliers, 100. Fred et Caroline, 100. Gislhaine B, 100. Elise S, 100. Valérie S, 100. Stéphane, 400. PP, 500. Bernard, 200. Franco, 200. Cécile, 100. Myriam, 200. Lucette et Michel, 100. Philippe, 300. Toto, 150. Béatrice, Le Mans, 200. André, Le Mans, 200. Un lycéen, Le Mans, 50. Nouel Jean Luc, 50. Léon, 50. François, 50. Guillaume **PTT Paris 19ème**, 100. Anne Marie Frotier, 20. Jacqueline Gelvel, 15. Denise Peyre, 20. Jeanne Guirao, 300. Une retraitée, 200. Une retraitée, 200. Pascal Catherine, 20. Bordes Yvette, 50. Soutien, 100. AAL, 10. Soutien, 100. Dumont Ghislaine, 50. Isabelle, 100. Pour LO, 20. Anka, 100. Soutien pour LO aux élections, 50. Pour les travailleurs, 50. Une sympathisante, 100. Pour la flamme révolutionnaire, 100. Soutien financier, 150. Monique Bernard, 200. Thomas, 50. Corinne, 60. Brigitte, 30. Galvan, 30. Walid, 50. Sympathisant, 50. Un postier, 50. Un postier, 40. Henaux, 50. Un postier, 40. Rémy, 50. Leheron, 100. Bernadette, 50. Lomelet, une électrice d'Arlette, 50. JTL La lutte de classe toujours présente, 150. Munoz, 50. Stéphane, 30. Eric, 30. Martial, 30. Soutien, 10. Léo, 600. Véronique Paris, 200. Mustapha, Stains, 100. Liliane, 200. **VAL D'OISE :** Blandine, 300. Deige, 300. Fernand, 200. Ancelin, 100. Saauti, 100. Orenga, 50. Mercédés, 100. Lesage, 50. Alsthom St Ouen : Douadi, 30. Un ouvrier du montage, 50. Un bobinier, 20. Roussel UCLAF Romainville : René, 400. Le mécano, 50. Marie, 30. Claude, 30. Odile, 300. Eric, 40. Lamy, 100. Lucette, 50. Jean Louis, 200. COGNAC : Eric, 50. Michel, 50. Alain, 50. Emmanuelle, 50. Danièle B, 50. **VITRY SUR SEINE :** Marco, 200. **Archives :** Amartin, 200. CREIL : Raymond, 50. Marcel, 50. **TROYES :** Une infirmière, 200. REGION EST : Labarre, 200. Yolande, 100. Nadine, 50. Brigitte, 30. Yolande, 20. Christiane Ninsgean, 150. **GRENOBLE :** Un lecteur, 12. Soutien, 13. Maryse, 100. Moutha, 50. Jumbo, 20. Chantal, 200. Un retraité du batiment de Lyon, 100. Pierre Yves, 20. Fred, 20. Parents, 50. Hélène, 200. Copine de Valence, 200. Mère d'un militant, 150. Covarel, 120. Christine, 300. Pour lutter, 200. Pour se défendre, 100. Corinne, 50. Sophie, 200. Agnès, 200. Marie, 100. Ghislaine, 50. Contre l'extrême droite, 50. Un sympathisant et une sympathisante de Villefranche, 200. Pour la Palestine, 50. Bouguezoula, 50. Vive le communisme, 100. Pinot, 60. Brusso, 50. Soutien à la campagne LO, Christine, 300. **BOURG EN BRESSE :** Dupont Jean Claude, 10. Bouchelit Nora, 10. Carole Fondraz, 10. Patricia Bournier, 10. Eric Bournier, 10. Kader Moudir, 10. **TOULOUSE :** Fabienne, 100. Cécile, 10. Collecte Siemens, 275. Collecte SNCF, 126. Antoine, 100. Philippe, 100. **PERPIGNAN :** Soutien, 2500. **ROUEN :** Une sympathisante, 200. Pour le communisme, 200. Parents d'un candidat, 300. Pascal et Martine, 50. Monique, 100. Pierre Batteux, 300. Pascal Grimbert, 200. Brigitte, 50. Patricia, 100. Nicolle Brigitte et Yves, 100. Sylvie Legrand, 25. Trancart J Paul, 50. Primaut Elisabeth, 100. Joel, 20. Alain, 15. Fabrice, 30. Yves, 10. Bruno, 30. Patrick, 10. Christian, 10. Pierrot, 10. Clyde, 10. Salvatore, 10. Claude, 10. Jean Yves, 20. Nicolas, 10. Régis, 20. Yves, 10. Christine, 1700. Christophe, 100. Franck, 50. Laurent, 100. Anne Marie, 300. Un copain de la LCR de la SNCF, 50. Un copain pompier de Rouen, 50. Anonyme, 50. Des copains antillais, 200. Vatinel Odile, 50. Famille Doré, 50. Ticket et Laura, 50. Françoise et Jean Do, 100. Un enseignant, 100. Une enseignante, 50. Une enseignante, 100. Un enseignant, 50. Un enseignant, 50. Un enseignant, 50. Daniel, 50. Un enseignant, 50. Une enseignante, 90. Une retraitée, 100. Gégé, 50. Danièle, 50. Christèle, 40. Karine, 30. Lionel (cégétiste), 50. Rolande, 50. Blandine, 35. Un bidasse,; 25. Philippe, 40. Claudine, 30. Mainot Carole, 200. Une amie de Canteleu, 100. DIEPPE : Rosa, 50. Françoise Marc, 50. Miermont, 200. Bibi, 50. Martin, 100. **Ici Oissel Rouen :** Biville L, 100. Une mère de famille, 200. Un ouvrier, 15. Un ouvrier, 45. Un ouvrier chimiste, 30. Mohamed, 30. Un professeur, 200. Un ouvrier chimiste, 50. Un licencié, 50. Jacquot, 200. B Pereira, 100. **REGION PARISIENNE :** Thierry, 100. Collecte Belin, 756. Perdue, 300. Perdue, 300. Petit, 20. Sophie et Luis, 200. Tom et Nathalie, 30. Marie, 50. Nathalie, 35. Nadine, 40. François, 15. Annick, 40. Françoise, 35. Catherine, 15. Laurent, 20. Isabelle, 20. Yves B, 25. Anne, 15. Joel, 28. Maryvonne, 50. Jacques, 12. Ambroise, 100. Raphael, 100. M Beaugeois, 150. Un camarade, 200. Un camarade, 300. Marc, 100. Béatrice, 200. Nicole L, 100. Anne Gaelle L, 100. Perdue, 300. Moi, 200. Raymond, 100. Serge, 50. Perdue, 300. Santos, Le Mans, 100. Sympathie en Essonne, 300. Front rouge, 100. Ginette, Morsang, Val de Marne, 50. Marie France, 50. Marie, 50. Brigitte, 50. Pham, 10. Stefanie, pour que vive l'idée, 200. Minoli Lina, 50. Jean Fratasse, 20. Sylvie, 100. Manu, 200. Pottier, Crédit Lyonnais, 100. Ruobise Gisèle, 10. Robin Carole, 10. Yves, 15. Béatrice, 120. Un prof, 30. Un anonyme, 40. JB, 40. Franck, 40. François, 40. Un camarade, 150. Florent, 76. Joel, 120. Nicolas, 40. Sébastien, 40. Un copain, 300. Slimane, 300. Jean Claude, 150. Anne Marie, 150. Jean Marc, 80. Durupt Robert, 100. Ollier Catherine, 100. E. Prieur, 250. Nono, 300. **VALENCE :** Sympathisants, 100, 300. **ROUEN :** Un donneur, 150; chu Collectif, 150; **REGION PARISIENNE :** Louis, 50. Philippe, 15. Un travailleur, 30. PM, 100. C, Orsay, 100. JC, Orsay, 400. José (bis), 350; Annick, 200. Pascal, 100; Roseline, 200. Fabien, Vitry, 200. Patrick, 6000. Cyril, 200. M Tolbiac, 300. CREIL : Amaarouk, 40. Castillo, 10. Zamora, 50. **TROYES :** Jean Luc, 100. **REGION PARISIENNE :** Cyril B, 50. Sandrine D, 80. Steph K, 50. Carole, José, Florence, 3x40. Jacques, RNUR Flins, 200. Un sympathisant de Meaux, 50. Christophe, Le Mans, 200. Espeyrac, 50. Joëlle, une copine, 50. Thierry, 100. Luis, 200. José, 70. Andrée, 70. Marie, 50. Retraitée, 100. Anonyme, 100. Patrice et Nicole, 500. Jemaa et Marique de Nice, 400. **PTT Orly**, 150. Tatiana, 50. Lecointre, 16. Benbouriche, 10. Montet, 30. Messatfa, 100. Aksas, 10. Messaoudene, 20. Messaoudene, 20. Leila, 30. Paco, 400. Simone, 200. Gilles, 100. Claudine, 100. Athanase Alain, 100. Isaad, 50, 100. Fabienne, 50. Jean Marie F, 50. Blanchet déçue par le gouvernement, 20. **RENNES :** Garot Trinkor, 10. Nicôlas, 15. **LILLE :** Un ouvrier de Rank Xerox, 100. **REGION PARISIENNE :** Un copain ouvrier, 100. Marc, Rouen, 1000. **ILE DE LA REUNION :** André Bernard, 200. Charles Henri Vienne, 50. Roland, 100. Cens Patrick, 20. Paul, 200.

MARSEILLE : Bibia, 30. M Hélène, 20. J Pierre, 20. Leila, 30. Nicole, 30. Delphine, 10. Nancy, 10. M José, 20. Béka aux puces, 10. Nathalie, 520. Dogliani Primerose, 50. Dogliani Bernard, 50. Biondi Nicole, 50. Palmieri Denise, 50. **ALPES MARITIMES :** SNCF, 25. Un éducateur, 20. Un ouvrier Telecom, 100. Monique, 30. SNCF, 20. Un éducateur, 30. Liarte Annette, 20. Patricia, 400. Jean Marc, 300. Martine, 100. Bernard et Christine, 400. Serge, 100. Une rouge, 20. **MONTPELLIER :** Katia, 30. Marie, 50. Claude, 120. **NORD :** Leleu Nadine, 150. **LYON :** Charvieu, Galland Isabelle, 50.

LE TARBOUCHE

de Robert Solé



Le tarbouche, cette coiffure héritée du fez turc et accommodée à la sauce égyptienne, avait fait, du temps où il était porté en Egypte, la fortune des grands-parents de Robert Solé, l'auteur de ce roman. L'histoire est celle de sa famille, issue d'un milieu de "chrétiens syriens" de rite "catholique oriental", ex-citoyens de l'Empire ottoman mais se gardant bien d'acquérir la nationalité égyptienne, bien qu'installés de longue date dans le pays. Une communauté privilégiée, protégée à la fois par son rang social et par son statut d'étrangère lui permettant d'être une intermédiaire pour les puissances occidentales et pour leurs firmes. Car elle vivait bien, dans cette Egypte misérable dominée par les Anglais, où *"trois enfants de fellahs sur cinq mouraient avant d'avoir atteint l'âge adulte"*, comme le fait remarquer le comptable copte du grand-père de l'auteur.

Ce milieu familial d'où est issu l'auteur était composé de petits bourgeois, pour les uns fonctionnaires (ceux-là étaient généralement au bas de l'échelle de la communauté), pour les autres commerçants, propriétaires terriens ou propriétaires de journaux, spéculateurs, usuriers, quand ils n'exercaient pas plusieurs de ces fonctions à la fois.

Le tarbouche rappelle ainsi que, sous l'occupation anglaise, l'Egypte avait intégralement maintenu le régime des "capitulations", hérité de l'Empire ottoman. Il permettait entre autres aux étrangers d'échapper à l'impôt, de faire librement du commerce et aussi de se faire juger devant les tribunaux n'appliquant pas les lois du pays.

Georges, grand-père de l'auteur, débuta comme greffier des tribunaux "mixtes" (tribunaux où des magistrats égyptiens pouvaient siéger et faire de la figuration, mais où les décisions appartenaient à des juges étrangers).

Ayant de l'ambition, il se lança dans les affaires, d'abord comme représentant commercial de firmes pharmaceutiques européennes. Puis il spécula sur l'achat et la revente des terres, profita de la guerre et, en 1919, se lança en plus dans la commercialisation puis la fabrication des... tarbouches !

Nando, son frère (et le grand-oncle de l'auteur), lui, "aimait" la campagne. Après avoir débuté en accompagnant dans ses tournées un usurier grec qui rançonnait les paysans, ce fut ensuite pour son propre compte qu'il parcourut la campagne, raflant à tous les fellahs pris à la gorge qui se présentaient sur son chemin une bonne part des produits de leur récolte de coton, voire leur terre. Boulimique et insatiable, qu'il s'agisse d'ingurgiter de la nourriture ou de s'enrichir, pesant 120 kilos... et une fortune colossale, il finira au cours d'une de ses tournées, égorgé comme un mouton à la suite d'une action concertée de victimes de son "activité".

Le petit peuple est aussi présent dans le récit de Robert Solé, et on voit comment il était traité ; ainsi l'auteur raconte comment le cocher du fiacre que son grand-père avait hélé un soir de sortie, tombé en panne de chandelle, avait trouvé un vendeur de rue, un plus pauvre que lui, pour lui en proposer. Le cocher le paya en lui jetant une pièce dans le caniveau et, devant la protestation du vendeur de chandelles, le traita de "chien" et gratifia en sus d'un coup de fouet qui lui laissa une balafre à vie. C'est alors que le grand-père de l'auteur proposa au marchand de chandelles de devenir son domestique. Ce qui, pour le pauvre homme était presque un privilège : la fin de ses tribulations et la sécurité matérielle.

Robert Solé raconte également la vie brève du frère de ce domestique qui, ayant quitté son village pour travailler dans une fabrique de cigarettes, sera victime d'une fusillade au cours de la répression des émeutes anti-anglaises de 1919.

À travers la lecture du *Tarbouche,* on peut se rendre compte de la misère et la haine accumulée par le petit peuple égyptien contre un régime imposé par une occupation militaire et son cortège de profiteurs. A plusieurs reprises des coups de colère contre les occupants anglais, et en général contre tous les étrangers, se traduiront par des émeutes sanglantes.

La famille de l'auteur s'accommodera de tous les régimes successifs, sachant trouver les arrangements nécessaires pour faire prospérer ses affaires. Y compris encore après le renversement en 1952 du roi Farouk par le coup d'Etat du général Neguib, et lors des débuts du régime de Nasser. Et cela, en dépit du choix des militaires au pouvoir... qui remplaceront définitivement le tarbouche par la casquette, prononçant ainsi l'arrêt de mort de la coiffure dite nationale.

La guerre de 1956 et l'arrêt des relations commerciales décideront du sort des "étrangers" d'Egypte. Ce sera l'exode, y compris pour ceux qui avaient vécu sur cette terre et y avaient fait souche bien avant la domination anglaise. Et même si les "Syriens-chrétiens-de-rite-catholique-grec" furent parmi les derniers à "s'expatrier", eux aussi n'eurent plus guère d'autre choix que d'aller ailleurs.

Robert Solé brosse rapidement un tableau de cette Egypte coloniale telle qu'elle fut pendant près d'un siècle : peut-être un paradis dans le souvenir de certains (plus exceptionnellement dans celui de certaines, car les femmes, toutes les femmes y compris celles de la bourgeoisie, y étaient méprisées et opprimées) et sûrement un enfer pour l'immense majorité de la population pauvre, paysanne et ouvrière, qui y a vécu les pires formes d'oppression.

Mais il raconte surtout l'histoire de sa famille, avec tendresse et aussi heureusement avec humour, et non sans esprit critique.

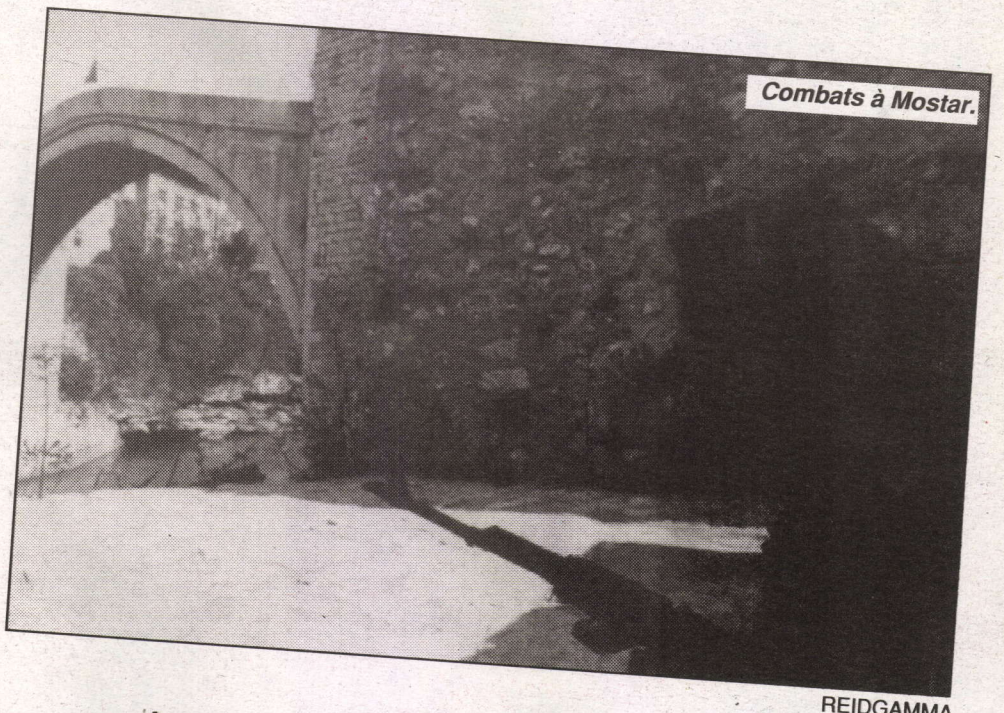
Louis Guilbert

Le tarbouche *de Robert Solé - Ed. du Seuil - 413 p - 120 F*

Bosnie-Herzégovine

L'aggravation de la guerre civile

LA LOI DES "SEIGNEURS DE LA GUERRE"



Combats à Mostar.

REIDGAMMA

"Lorsque le conflit s'étendra en Bosnie-Herzégovine, la guerre y sera plus terrible que partout ailleurs, elle embrasera toute la population bosniaque, tant l'imbrication des populations de diverses nationalités y est forte". Cette prédiction faite par de nombreux observateurs s'est malheureusement réalisée. Tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine connaît aujourd'hui la guerre : la capitale Sarajevo, Mostar la principale ville de l'Herzégovine, mais aussi bien d'autres régions de la République où l'armée serbe s'affronte aux milices croates et musulmanes (les Musulmans, majoritaires en Bosnie-Herzégovine, étaient considérés comme une nationalité dans l'ancienne Yougoslavie).

Pour les populations, la guerre est un drame. Elles succombent sous les pluies d'obus qui atteignent les villes, rasent les villages. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont contraints pour leur survie de fuir les zones de combat. Sur l'ensemble du territoire démembré de l'ex-Yougoslavie, on compte désormais plus de 1 200 000 personnes réfugiées ou déplacées : 545 000 en Croatie, 233 000 en Serbie, 244 000 en Bosnie-Herzégovine, 15 000 en Slovénie, 20 000 au Monténégro et 4 000 en Macédoine.

Les puissances occidentales qui, depuis le début de l'implosion de la Yougoslavie, ont multiplié les plans tout aussi inefficaces les uns que les autres, semblent aujourd'hui démunies. Elles ont reconnu successivement les indépendances des Républiques slovène, croate puis bosniaque. Seule pour l'heure la reconnaissance de la Macédoine n'a pas été acquise, ni celle de la nouvelle Fédération yougoslave (la troisième du genre) que viennent de constituer la Serbie et le Monténégro. Mais ces reconnaissances finiront sans doute par avoir lieu. Celle de la Macédoine se heurte pour l'instant au veto du gouvernement grec, qui refuse que s'installe à ses côtés un Etat indépendant s'appropriant le nom de Macédoine : nom qui, paraît-il, ne peut évoquer pour les Grecs que l'épopée héllénique. Comme quoi l'imbécillité nationaliste est une chose fort bien partagée. Quant à la nouvelle Fédération yougoslave, la France a d'ores et déjà fait savoir, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, qu'elle était favorable à cette reconnaissance, estimant que c'était là la meilleure façon d'entériner la disparition de l'ancienne entité yougoslave, puisque aucune autorité ne la revendique plus dorénavant...

En effet, les dirigeants serbes se moquent bien désormais des frontières de la Yougoslavie constituée par Tito. Leur seule ambition est maintenant de créer une Serbie englobant les territoires actuellement croates ou bosniaques au sein desquels vivent une majorité ou une forte minorité de Serbes. Cela non pas par souci de garantir les droits démocratiques de leurs propres populations, mais tout simplement pour accroître les territoires qu'ils pourraient contrôler. Et comme de leur côté les dirigeants croates ou bosniaques ont très exactement la même attitude, la guerre n'est pas près de s'arrêter.

Dans leur volonté de s'approprier des parts de butin, de se tailler des fiefs, fussent-ils restreints, les dirigeants nationalistes, qu'ils soient slovènes, serbes, bosniaques ou croates, ont retrouvé la vieille tradition des classes privilégiées : exploiter les micro-nationalismes, pour s'en faire des instruments afin de conquérir ou d'asseoir leur pouvoir. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à s'appuyer sur la lie de la société. La presse ne cesse de décrire et de dénoncer les exactions des milices serbes, sur lesquelles s'appuie l'armée dite encore fédérale. Mais des reportages, notamment à la télévision, ont aussi montré à plusieurs reprises ces temps-ci les héros du nationalisme bosniaque, tel ce chef de gang, ex-gangster, fier aujourd'hui de jouer les supplétifs des forces de la police bosniaque. Ce sont de tels individus qui sont montrés en exemple, des assassins ayant épousé une quelconque cause nationale pour se tailler de petits territoires où exercer leur autorité et qu'ils pourront demain monnayer.

Tous ces enchaînements et ces surenchères nationalistes ne coïncident pas forcément et en tous points avec les intérêts des classes dirigeantes. Mais il y a une concordance entre les menées de ces bandes nationalistes et les préoccupations immédiates des couches privilégiées voulant disposer de leur propre appareil étatique, de leur propre administration, de leur police, qui leur garantissent le contrôle des richesses créées localement. Et l'entente objective entre la petite bourgeoisie ou des anciens cadres titistes et des gangs plus ou moins à leur service en dit long sur les régimes qui se sont installés dans les Etats issus de l'ex-Yougoslavie.

Georges LATTIER

Un rapport de l'organisation mondiale de la santé

LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS UN MARCHÉ RENTABLE

La recherche sur les médicaments et les diverses façons de combattre la maladie absorberait 30 milliards de dollars par an. Un chiffre déjà peu élevé en lui-même, puisqu'il ne représente qu'environ 3 % des dépenses mondiales d'armement. Mais 97,8 % des sommes affectées à la santé humaine le sont pour étudier et apprendre à soigner les maux qui touchent les pays riches. Car ceux-là seuls pourront acheter les remèdes et auront les moyens financiers suffisants pour être des clients rentables des laboratoires.

La lutte contre les fléaux qui frappent les populations les plus déshéritées du globe, la tuberculose, la paludisme, la lèpre, l'hépatite, n'a droit, elle, qu'à une part infime : 2,2 %. Comme si elle était inutile, puisque les malades n'ont pas un sou.

Même les traitemernts simples et déjà bien connus sont refusés à des milliards d'hommes puisque, comme le remarque dans un rapport l'Organisation Mondiale de la Santé, *"la moitié de la population mondiale n'a pas accès à des médicaments essentiels, peu coûteux et efficaces"*.

Chaque jour, 6 000 enfants meurent faute d'avoir été vaccinés, 9 000 d'une diarrhée par contamination de l'eau, et 10 000 d'une pneumonie. Pourtant *"on pourrait réduire d'un tiers le nombre des décès par pneumonie, en utilisant à temps des antibiotiques simples par voie orale, pour un coût inférieur à 50 cents américains"*, estime l'OMS. Mais ces 3 francs par enfant, ces 10 000 francs quotidiens qui sauveraient ceux qui peuvent l'être immédiatement, font défaut.

Epidémie de choléra au Pérou.

DUCLOS/GAMMA

La rapacité des "profiteurs sans frontières" et des "capitalistes du monde" qui croulent sous le fric, à ne plus savoir qu'en faire, pèse plus lourd que tous les rapports des médecins de bonne volonté.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995